SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 22^e SÉANCE

Séance du vendredi 14 avril.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : MM. Henry Chéron et Milliès-Lacroix.
2. — Dépôt par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des colonies et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane. — Renvoi à la commission des douanes.
Dépôt par M. Malvy, ministre de l'intérieur, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de réception et de séjour en France du prince régent de Serbie.
3. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Peyronnet ayant pour objet de décider le transfert au compte des veuves ou orphelins, assurés de la loi sur les retraites ouvrières, des sommes inscrites au compte du mari ou du père décédé par suite de la guerre actuelle. — Renvoi à la commission, nommée le 19 janvier 1912, chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912, relatifs aux retraites ouvrières et paysannes.
4. — Motion d'ordre. — Renvoi pour avis à la commission des finances des conclusions du rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi de MM. Ribot et Méline concernant les avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété.
5. — Adoption de trois projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :
Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Montpellier (Hérault);
Le 2^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Pontivy (Morbihan);
Le 3^e, la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool à l'octroi de Rosendaël (Nord).
6. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Gustave Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de cour d'assises. — Renvoi aux bureaux.
7. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage.
Discussion des articles (suite):
Article 1^{er} (suite):
Sur le mot « œufs » : MM. Lemarié, Ranson, Malvy, ministre de l'intérieur ; Milliès-Lacroix. — Rejet, au scrutin, du mot « œufs ».
Sur le mot « margarine » : MM. Cazeneuve, Fabien-Cesbron et Goy, président de la commission. — Adoption du mot « margarine ».
Sur les mots « graisses alimentaires » : MM. Fabien-Cesbron et le président de la commission. — Adoption des mots « graisses alimentaires ».
Sur les mots « huiles comestibles » : MM. Louis Martin, le ministre de l'intérieur. — Adoption, au scrutin, des mots « huiles comestibles ».
Sur les mots « légumes frais » : MM. le président de la commission, Brager de La Ville-Moyan, Aimond, rapporteur général de la commission des finances ; Debierre, le

ministre de l'intérieur, Cauvin, Touron. — Rejet, au scrutin, des mots « légumes frais ».
Adoption, au scrutin, des mots « légumes secs ».

Sur les mots « vins ordinaires, cidres et bières » :

Observations : M. le président de la commission. — Retrait des mots « vins ordinaires, cidres et bières ».

Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, Guillaume Chastenet, Cazeneuve, Nègre, Touron. — Rejet de l'amendement.

Retrait des mots « alcool à brûler » et « bois de chauffage ».

Sur les mots « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre » : MM. Méline, ministre de l'agriculture. — Adoption des mots « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre ».

Amendement (disposition additionnelle) de MM. Henry Chéron, Etienne Flandin, Boivin-Champeaux et plusieurs de leurs collègues : MM. Henry Chéron, le ministre de l'intérieur, Brindeau.

Renvoi à la commission : M. Goy.

Renvoi de la suite la discussion à la prochaine séance.

8. — Règlement de l'ordre du jour : MM. de Lamarzelle et Aimond.

Fixation de la prochaine séance au samedi 15 avril.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. de La Batut, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Dans le compte rendu de la séance d'hier, 13 avril, le *Journal officiel* (page 313), me fait dire, à propos du lait écrémé : « C'est toujours du lait. » Je n'ai point prononcé cette phrase. J'ai au contraire, à plusieurs reprises, ainsi qu'en témoigne le *Journal officiel*, protesté contre les facilités qu'on veut donner à la vente du lait écrémé.

Je n'appelle lait que le lait pur et complet. Le lait écrémé est un aliment dangereux pour les nourissons et sa vente, sous le nom de lait, constitue un délit.

M. Milliès-Lacroix. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix. Le *Journal officiel* a reproduit inexactement, à la page 317, une phrase que j'ai prononcée.

Parlant du rôle de l'intendance, j'ai dit : « Il faut en chercher la raison dans les manières de faire de l'intendance, dont on n'a pas dit beaucoup de bien, à la dernière séance... » et j'ai ajouté : « même sur les bancs du Gouvernement ».

Or, le *Journal officiel* me fait dire : « ...même, et qui a sur les bancs du Gouvernement souvent fait preuve d'incompétence et d'imprévoyance... »
Ce qui ne signifie rien.

M. le président. Les rectifications seront insérées au *Journal officiel*.

Il n'y a pas d'autre observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil,

ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des colonies et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Malvy, ministre de l'intérieur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom du M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre des affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de réception et de séjour en France du prince régent de Serbie.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

3. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Albert Peyronnet une proposition de loi ayant pour objet de décider le transfert, au compte des veuves ou orphelins, assurés de la loi sur les retraites ouvrières, des sommes inscrites au compte du mari ou du père décédé par suite de la guerre actuelle.

La proposition de loi sera imprimée et distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission nommée le 19 janvier 1912, chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912, relatifs aux retraites ouvrières et paysannes. (*Adhésion.*)

4. — MOTION D'ORDRE

M. le président. La commission des finances demande que lui soit renvoyé, pour avis, le rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi de MM. Ribot et Méline, concernant les avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le renvoi pour avis est ordonné.

5. — ADOPTION DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

1^{er} PROJET

(Octroi de Montpellier. — Hérault.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Montpellier (Hérault).

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement, à l'octroi de Montpellier (Hérault), d'une surtaxe de 7 fr. 49 par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénaturés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 60 fr. établi à titre de taxe principale. »
Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de la dette municipale.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

Le Sénat adopte ensuite, dans la même forme et sans discussion, les projets de loi dont la teneur suit :

2^e PROJET

(Octroi de Pontivy. — Morbihan.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement, à l'octroi de Pontivy (Morbihan), d'une surtaxe de 7 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 22 fr. 50 établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement des emprunts communaux.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

3^e PROJET

(Octroi de Rosendaël. — Nord.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement, à l'octroi de Rosendaël (Nord), de deux surtaxes de 11 fr. 25 par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Ces surtaxes sont indépendantes du droit de 22 fr. 50 établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit des surtaxes autorisées par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement des emprunts de 400,000 fr. et de 183,410 fr. autorisés respectivement par décrets des 28 mai 1909 et 11 août 1913.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

6. — PRISE EN CONSIDÉRATION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Gustave Lhopiteau, tendant à modifier les pouvoirs du président de cour d'assises.

La commission conclut à la prise en considération de la proposition de M. Lhopiteau.

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix les conclusions de la commission.

(Ces conclusions sont adoptées.)

M. le président. En conséquence, la proposition de loi de M. Lhopiteau est renvoyée aux bureaux.

7. — SUITE DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LA TAXATION DE CERTAINES DENRÉES

M. le président. L'ordre du jour appelle

la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage.

Le Sénat reprend la discussion à la taxation des œufs.

M. Lemarié. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lemarié.

M. Lemarié. Je demande au Sénat de repousser le projet de taxation sur les œufs. M. le ministre de l'intérieur nous a dit qu'il fallait lui donner le droit de taxer; puis, craignant sans doute que la taxation n'éloignât les producteurs des marchés, il demanda le droit de réquisitionner les produits taxés.

Enfin, pour sanctionner le droit de taxation et le droit de réquisition, il demande qu'on établisse des pénalités sévères contre les délinquants.

Or, je dis, avec l'honorable M. Perchot, qu'il est impossible de taxer les œufs d'une façon pratique. M. Perchot, dans son rapport si documenté, a fait ressortir que les œufs sont de qualités très différentes. Dans les grands magasins, à Paris, vous voyez des affiches indiquant que certains œufs, les œufs à la coque, se vendent 30, 40, 45 et même 50 centimes.

D'autres, un peu moins frais sans doute, sont offerts à un prix un peu inférieur; avec trois ou quatre autres catégories, on descend jusqu'à 15 centimes et même 10 centimes.

Comment voulez-vous, par une taxation, faire la classification de ces diverses catégories? Je dis que c'est impossible.

D'un autre côté, si vous taxez les œufs, chez qui les taxerez-vous? Chez le producteur? chez le cultivateur? chez le fermier?

Le résultat sera bien simple: les producteurs vendront directement leurs œufs aux consommateurs, et soyez certain que ce ne seront pas les clients qui manqueront.

Les producteurs ne porteront plus leurs œufs sur les marchés, et, alors, comment approvisionnez-vous les villes, les grands centres?

Alors, dit M. le ministre, j'aurai recours à la réquisition. Je vous mets au défi de réquisitionner chez les fermiers. (*Très bien! à droite.*)

Il vous en faudrait, un personnel, pour aller de ferme en ferme surveiller les opérations des poules! (*Rires.*)

Où prendrez-vous ce personnel?

Vous pourriez peut-être, il est vrai, vous adresser aux inspecteurs du travail. (*Nouveaux rires.*) Pour le moment, je crois qu'ils n'ont pas grand-chose à faire. (*Rires.*) Les industriels et les commerçants des villes ne sont pas mécontents de les voir chômer. Vous pourriez peut-être les lancer sur les campagnes, les envoyer traquer les cultivateurs: leur tâche ne sera pas facile.

En résumé, la taxation n'est pas facile, elle est presque impossible; quant à la réquisition, elle aboutirait au ridicule.

J'entends bien que vous avez toujours répété: « Ce n'est pas le cultivateur, ce n'est pas le producteur que nous voulons atteindre, ce sont les exploiters, les intermédiaires. »

Si vous voulez supprimer les intermédiaires, je vous demande comment vous arriverez à approvisionner les marchés des grandes villes et notamment de Paris. Vous n'aboutirez à rien de pratique.

Quant aux exploiters, si vous en connaissez, pourquoi ne les poursuivez-vous pas? Vous ne faites pas votre devoir.

L'article 419 du code pénal vous donne le droit de poursuivre, et je ne suis pas de l'avis de notre collègue M. Bepmale, qui disait, il y a quelques jours, que, à sa connais-

sance, cet article n'avait jamais été appliqué et qu'il était inapplicable.

Il y a un tribunal de ma région, le tribunal de Dinan, que mon ami Larère connaît bien, qui a prononcé des pénalités extrêmement dures et très justifiées contre des laitiers qui s'étaient entendus pour vendre le lait à un prix excessif, et je vous affirme qu'ils n'ont pas recommencé!

Je crois que tout le monde est d'accord pour augmenter les pénalités, si c'est nécessaire, pour rendre les poursuites plus faciles; cette mesure suffira sans qu'il soit nécessaire de recourir à la taxation ou à la réquisition.

Pourquoi donc, à certaines époques, depuis le commencement de la guerre, les œufs ont-ils atteint un prix élevé? C'est parce que la consommation a été beaucoup plus grande.

Je ne sais pas ce qui se passe dans les autres régions; mais, dans mon département, l'œuf n'est pas un aliment populaire. En général, les ouvriers n'aiment pas les œufs et en consomment très peu; les fermiers eux-mêmes n'en mangent pas... (*Interruptions à gauche.*) Je parle de ce qui se passe chez moi.

M. Ranson. Et les enfants?

M. Lemarié. Ils en ont tant qu'ils veulent.

M. Ranson. A quel prix et comment?

M. Lemarié. Je sais, mon cher collègue, que vous défendez beaucoup l'intérêt du consommateur...

M. Ranson. Et j'en suis fier!

M. Lemarié. Mais vous ne devriez pas, pour sauvegarder l'intérêt du consommateur, sacrifier celui du producteur.

M. Ranson. Je ne le sacrifie pas du tout!

M. Lemarié. S'il n'y avait pas de producteur, le consommateur n'existerait pas.

M. Ranson. Voulez-vous me permettre un mot?

M. Lemarié. Très volontiers.

M. Ranson. Je n'entends pas du tout défendre les intérêts du consommateur au détriment du producteur; j'entends simplement demander qu'on établisse une moyenne juste et légitime entre la production et la consommation et que certains intermédiaires ne puissent pas réaliser une fortune scandaleuse...

M. Lemarié. Avec les œufs?

M. Ranson. ... avec l'argent du producteur et du consommateur.

M. Lemarié. Poursuivez-les, ces intermédiaires, puisque vous prétendez que certains d'entre eux font des fortunes scandaleuses, en spéculant sur des quantités considérables d'œufs. Vous devez les connaître et votre devoir est de les signaler aux autorités. L'article 419, que l'on peut renforcer, si c'est nécessaire, permettra de les frapper; mais, pour cela, il n'est pas besoin de recourir à la taxation. Les deux questions sont différentes. Punissez les exploiters, tout le monde applaudira, moi tout le premier (*Très bien!*)

Je ne suis pas un producteur, je suis un consommateur. Je ne me préoccupe que de l'intérêt général. Je vois que l'augmentation des œufs, dans certaines régions, provient de ce fait que l'on en donnait beaucoup, et avec raison, aux blessés et surtout aux malades dans les hôpitaux militaires.

M. Guilloteaux. L'armée anglaise en a consommé beaucoup.

M. Lemarié. En effet, les Anglais en font une consommation considérable, et, avant que l'exportation des œufs ait été interdite, ils ont certainement contribué à la hausse des prix.

Mais la preuve que la présence des malades et des blessés a eu une influence très grande sur la hausse, c'est que, dans ma-

région, lorsque, à diverses époques, on a cessé d'envoyer des soldats dans les hôpitaux, et, à plus forte raison, lorsqu'on les a évacués, j'ai vu les œufs, dans une semaine, baisser de plus d'un franc la douzaine, descendre de 2 fr. 50 à 1 fr. 40.

Le remède que vous proposez aboutirait à un résultat absolument opposé à celui que vous cherchez. Vous arriverez à supprimer presque complètement l'expédition des produits sur les marchés, parce que les fermiers qui ont eu, ainsi que tout le monde le proclame, beaucoup de mérite depuis la guerre, le jour où ils verront que l'on organise contre eux une véritable persécution (*Protestation à gauche*), vendront leurs œufs directement aux habitants du pays.

Je vous demande donc, messieurs, de repousser la taxation des œufs. (*Très bien! très bien! à droite et sur un grand nombre de bancs.*)

M. Ranson. Personne plus que moi ne rend hommage aux cultivateurs, à leurs femmes et à leurs enfants; ils sont dignes de la reconnaissance du pays. Mais, entre eux et le consommateur d'œufs, il se trouve des intermédiaires qui exploitent la situation.

M. Lemarié. Encore une fois, punissez-les. Puisque vous dites qu'il en existe, vous les connaissez. Les exploités se trouvent surtout dans les grandes villes.

M. Ranson. Je ne nie pas qu'il y ait des exploités dans les villes.

M. Malvy, ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Messieurs, je voudrais répondre très brièvement à l'argument que vient de faire valoir l'honorable M. Lemarié.

M. Lemarié nous dit: «Frappez les exploités lorsque vous les trouverez, mais respectez la liberté du commerce!» Je crois avoir dit au Sénat, dans la discussion générale, qu'il ne fallait pas confondre les manœuvres d'accapement et de spéculation avec les bénéfices de guerre. En effet, lorsque j'ai dit qu'à la hausse des cours il y avait des causes artificielles, j'ai spécifié qu'elles étaient au nombre de deux: d'abord l'accapement, la spéculation, que nous voulions réprimer par une modification de l'article 419 du code pénal...

M. Charles Riou. Là, vous avez raison.

M. le ministre. ... modification que la commission a admise, et, en second lieu, les bénéfices exagérés.

S'agit-il de spéculation, de manœuvres illicites, l'article 419 — modifié — joue évidemment.

S'agit-il de profits excessifs, je ne peux me servir de l'action pénale. Je n'ai à ma disposition que la taxation administrative. (*Marques d'assentiment.*)

Pour les œufs comme pour les autres denrées, la même question se pose et je faisais valoir au Sénat un argument que je me permets de rappeler ici, en ce qui concerne les œufs. Je lui disais qu'il y a quelque temps — très peu de temps — il s'est produit, sur le marché d'une de nos communes de France, certains troubles. Que s'est-il passé? En mars 1913, sur ce marché, le cours des œufs était de 1 fr. 20 la douzaine; le jour où ces troubles se sont produits, on vendait les œufs 2 fr. 30 la douzaine; à la suite d'incidents que M. Lintilhac qualifiait de tumultueux, subitement le cours des œufs est redescendu, en vingt-quatre heures, à 1 fr. 40, c'est-à-dire qu'il a baissé de 90 centimes. Il est donc absolument avéré qu'il y avait eu là des bénéfices exagérés, puisque, dans ce très court laps de temps, dans les conditions que je viens de vous indiquer, la douzaine d'œufs avait baissé de 90 centimes.

M. Touron. Il y avait eu une grève d'acheteurs.

M. le ministre. Sur ce point, il n'y a pas de doute possible. Il y a des cas, en effet, où, soit chez les revendeurs, soit chez les producteurs, soit chez les intermédiaires, il peut y avoir tendance fâcheuse à abuser de la situation pour pousser à la hausse des cours. C'est à ce moment que la taxe peut jouer. Comme je vous l'ai déjà dit, les préfets, d'accord avec les maires, s'efforceront de se mettre d'accord avec les producteurs ou avec les revendeurs; s'ils n'y arrivent pas, la réglementation légale s'imposera.

Je prie le Sénat, encore une fois, de mettre cette arme à la disposition des autorités administratives. Je n'ai pas besoin de lui montrer combien les œufs sont un aliment indispensable et je compte sur lui pour assurer la vente de ce produit à un prix acceptable. (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. Lemarié. Comment réquisitionneriez-vous les œufs chez le cultivateur?

M. le ministre. Vous pensez bien qu'il n'est question, à aucun moment, comme on a semblé le dire, d'envoyer le garde champêtre réquisitionner l'œuf au poulailler. Cela, pour l'excellente raison que jamais le préfet, d'accord avec le maire, ne commettra la faute de faire fuir la denrée en la taxant, chez le producteur, au-dessous du prix de revient.

Comment réquisitionnerai-je le cas échéant? Messieurs, le Sénat connaît maintenant l'arme excellente, l'arme efficace que sa commission veut bien accorder au Gouvernement: cette arme, c'est la déclaration des approvisionnements, c'est la déclaration des stocks!

Voici un intermédiaire qui a entreposé 300,000 œufs dans un frigorifique. Ces œufs, il les a achetés de 80 à 85 fr. le mille et il prétend les revendre de 170 à 180 fr.

M. Lemarié. C'est de l'accapement.

M. le ministre. Monsieur Lemarié, êtes-vous bien sûr de ne pas confondre deux choses distinctes: la manœuvre illicite que réprimera l'article 419 modifié, le bénéfice exagéré que s'assure l'entrepositaire, et contre lequel je ne peux réagir que par la taxation et la réquisition? Pour moi, je ne veux pas faire de confusion, je ne veux pas risquer la confusion et je déclare que, dans le cas que je viens d'indiquer, si une taxation — cependant raisonnable et équitable — a incité cet intermédiaire à dissimuler ses stocks, je le retrouverai par la réquisition (*Très bien! très bien! à gauche.*)

M. Lemarié. Ce ne sont pas les cultivateurs qui gardent des stocks d'œufs: vous ne pouvez donc pas réquisitionner chez eux; et le jour où ils ne les apporteront plus au marché, vous serez désarmé.

M. le ministre. Vous reconnaissez qu'ils ne garderont pas les œufs à la ferme: donc ils les apporteront au marché! Ils les apporteront parce que ma taxation, loin de les gêner, les défendra contre les prétentions exagérées de l'intermédiaire. Et si celui-ci les entropose dans des conditions funestes au marché, je saurai par la déclaration des stocks, l'obliger à les remettre, le moment venu, en circulation.

M. Millès-Lacroix. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Millès-Lacroix.

M. Millès-Lacroix. J'ai déjà déclaré que j'étais favorable à la taxation des œufs; la question que je vais poser à M. le ministre n'a donc rien de subversif. Je dis «subversif» parce que, paraît-il, il y a quelque danger à prononcer certaines paroles à la tribune quand on n'approuve pas le projet de M. le ministre de l'intérieur.

Où s'établira la taxe? Qui taxera-t-on? Le producteur, le marchand en gros, l'inter-

médiaire ou le revendeur en contact direct avec le consommateur?

Dans les villes de province, il y a généralement un marché toutes les semaines pour les denrées. Les maires, usant du droit que leur donne la loi, ont pris des arrêtés en vertu desquels les revendeurs ne peuvent s'approvisionner au marché qu'après que la population locale aura pu faire ses achats, c'est-à-dire à partir d'une heure déterminée. Si vous taxez les œufs au début du marché, avant l'heure fixée pour les achats des revendeurs, à quel prix pourront les vendre ces derniers au consommateur, à quel prix aussi pourront se faire les ventes dans les grands centres de consommation? (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Je croyais avoir répondu par avance à la question de M. Millès-Lacroix en produisant l'exemple que j'ai cité tout à l'heure. La taxe s'établira par un accord entre le préfet et le maire.

M. Leblond. Si l'accord n'existe pas, taxera-t-on tout de même?

M. le ministre. L'accord existera toujours! (*Exclamations à droite.*)

Messieurs, je ne veux pas reprendre devant le Sénat les paroles que j'ai prononcées à la tribune de la Chambre lorsque je demandais, pour ces denrées de production locale, que le droit de taxation fût confié au maire qui connaît mieux les conditions du marché local, mais il est évident que le préfet n'agira jamais sans l'avis du maire. Lorsque le maire, ne pouvant taxer lui-même, aura signalé au préfet que sur son marché les producteurs d'œufs ou de telle ou telle denrée vont apporter des marchandises à des prix très exagérés, celui-ci, d'accord avec le maire, taxera les œufs à un prix laissant un bénéfice légitime et normal au producteur.

M. Leblond. Ce n'est pas dans la loi!

M. le ministre. Pour reprendre l'exemple que je citais, si, au lieu de laisser se produire des troubles qui ont amené, par la force des choses, la diminution des prix, le préfet avait eu la taxe à sa disposition, il aurait, quelques jours plus tôt, taxé à 1 fr. 40 — prix auquel les œufs se sont d'ailleurs vendus le lendemain — et aurait évité les troubles qui se sont produits.

M. Millès-Lacroix. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Millès-Lacroix.

M. Millès-Lacroix. M. le ministre n'a pas répondu à ma question; je vais le prouver en reprenant le texte du projet de loi voté par la Chambre des députés et qui a été repris par la commission.

S'il ne s'agissait que de la taxation d'une denrée dans une commune, vous pourriez avoir raison, mais il s'agit, non pas d'une commune, mais de toutes les communes du département.

Voici ce que dit l'article 3 du projet:

«Pour tous autres cas — par conséquent pour les œufs, etc. — la taxation est prononcée par le préfet, qui prend à cet effet des arrêtés motivés, applicables soit à toutes les communes du département, soit à l'une ou à plusieurs d'entre elles.»

Dans mon département, il y a 333 communes, le préfet des Landes n'ira pas prendre 333 arrêtés.

Puis, il y a deux marchés tout à fait distincts: y aura-t-il deux taxes, l'une sur le marché de première main, l'autre sur le marché de consommation locale?

Voici un marché de première main dans lequel les œufs sont taxés, par exemple, 1 fr. 50 la douzaine. L'ouvrier ne s'approvisionne guère à ce marché de première

main, il n'en a pas le temps ; il s'approvisionne surtout chez le petit marchand, chez le revendeur. Il faut savoir si le préfet — que ce soit sur l'avis du maire ou à sa demande, peu importe — établira une autre taxe chez le revendeur.

J'appelle, monsieur le ministre, votre attention sur cette question, à laquelle vous n'avez pas répondu et je vous demande de vouloir bien en tenir compte avant d'envoyer vos instructions aux préfets. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...

Je mets aux voix la taxation des « œufs ». Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de MM. Bepmale, Rivet, Grosjean, Jeanneney, Ranson, Destieux-Junca, André Lebert, Paul Strauss, Rouby et Goy, plus une signature illisible.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	245
Majorité absolue.....	123

Pour.....	114
Contre.....	131

Le Sénat n'a pas adopté.

Vient ensuite la taxation de la « margarine ».

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Je me permets de rappeler au Sénat son vote d'hier sur la taxation du beurre.

La taxation du beurre a été repoussée. Or, toutes les matières grasses culinaires sont interchangeable dans une certaine mesure. Elle se font concurrence suivant le goût et les habitudes du consommateur. Je me demande si ce ne serait pas faire œuvre illogique de taxer des produits qui sont consommés par les cuisines modestes et qui peuvent précisément faire équilibre à une hausse factice du beurre qui, lui, est une matière grasse de qualité. Le prix de la margarine sera toujours en fait inférieur à celui du beurre, comme un vin ordinaire à un vin de qualité. Je m'excuse de la comparaison cependant exacte.

Un sénateur au centre. Plus ces matières seront bon marché, plus elles feront concurrence au beurre !

M. Cazeneuve. La taxe, qui est toujours une mesure très délicate à appliquer, en portant sur la margarine porte sur une matière grasse extraite de la viande de bœuf. Prenez garde de nuire à nos milieux agricoles d'élevage en taxant inconsidérément ce produit alimentaire. (*Très bien ! à droite.*)

En résumé, la cuisine au beurre peut être remplacée par la cuisine à la margarine, à la grasse végétale ou végétaline ou par la cuisine à l'huile.

Puisque le Sénat a adopté la taxe du beurre, laissez la libre concurrence s'exercer avec ses succédanés de prix d'ores et déjà plus abordables. Qui peut le contester? (*Applaudissements.*)

M. Fabien-Cesbron. Je demande à la commission pourquoi elle a fait une place spéciale à la margarine qui n'est qu'une grasse alimentaire.

M. Goy, président de la commission. La margarine est plutôt un produit chimique qu'un produit agricole. De plus sa fabrication est monopolisée en quelques mains. Voilà pourquoi nous l'avons mise à part.

M. le président. S'il n'y a plus d'observations, je mets aux voix la taxation de la « margarine ».

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de MM. Rouby, Dellestable, Develle, Laurent, Thiéry, Milan, Nègre, Louis Martin, Bonnefoy-Sibour, Lintilhac, Bepmale et Fagot.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	249
Majorité absolue.....	125

Pour.....	149
Contre.....	100

(Le Sénat a adopté.)

M. le président. Vient ensuite la taxation des « graisses alimentaires ».

M. Fabien-Cesbron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Fabien-Cesbron.

M. Fabien-Cesbron. Je voulais simplement demander à la commission si les graisses végétales et les graisses animales étaient comprises parmi les graisses alimentaires.

M. le président de la commission. Parfaitement, le terme est générique.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, je mets aux voix la taxation des « graisses alimentaires »...

M. Rouby. S'il n'y a pas de contestation, la demande de scrutin est retirée.

M. le président. La demande de scrutin est retirée.

Je mets aux voix la taxation des « graisses alimentaires ».

(Le Sénat a adopté.)

M. le président. Nous arrivons, messieurs, à la taxation des huiles comestibles.

M. Louis Martin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Louis Martin.

M. Louis Martin. Messieurs, au nom et comme président du groupe oléicole, je demande au Sénat la permission de lui présenter quelques brèves observations relatives à la taxation proposée.

Nous vous demandons de vouloir bien distraire les huiles comestibles de la liste qui vous est soumise. Je me sers, pour la clarté de la discussion, du mot huiles comestibles, employé dans le texte, bien que cette expression soit vicieuse en ce qu'elle comprend, en l'espèce, plusieurs catégories d'huiles très différentes ; et en ce que, appliquée dans le commerce, à certaines huiles, elle tend à créer une confusion contre laquelle ont toujours très justement protesté les producteurs d'huile d'olive.

M. Maurice Faure. Les producteurs d'huile d'olive ont, en effet, toujours protesté contre l'expression huiles comestibles appliquée à d'autres produits et qui est équivoque.

M. Louis Martin. Hier, le Sénat a repoussé la taxation des beurres. Or, dans un nombre assez considérable de ménages, l'huile remplace le beurre.

La situation des huiles comestibles dans de nombreuses régions est donc exactement celle des beurres. On peut d'ailleurs dire que ces huiles, dans leur ensemble, constituent un produit de luxe ; et cela à tel point qu'à l'octroi de la ville de Paris, le litre d'huile d'olive est frappé d'une taxe d'environ 75 centimes, qui pourrait être considérée comme prohibitive pour un produit ordinaire.

En définitive, l'arme que vous proposez de mettre entre les mains de M. le ministre de l'intérieur et dont il est toujours maître de ne se servir qu'à la dernière extrémité

serait, en ce qui concerne les huiles, une arme fâcheuse.

Dans certains pays, je le répète, l'huile est consommée par les ménages riches ou aisés ; il faut alors, messieurs, laisser jouer la libre concurrence. Ailleurs, au contraire, dans certaines régions, l'huile est consommée par tous les ménages. Ces régions sont productrices d'huile, ceux qui la consomment, la fabriquent ; ici encore, la taxation que vous pourriez édicter ne répondrait absolument à rien et quand on considère la situation difficile des producteurs d'huile, le geste que vous feriez ne se comprendrait pas, étant donné, surtout, le vote que vous avez émis hier en faveur du beurre.

Je vous demande donc, messieurs, de faire, pour les huiles comestibles, ce que vous avez fait pour le beurre, ces huiles rendant les mêmes services. (*Très bien !*)

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Je demande au Sénat de vouloir bien voter la taxation des huiles comestibles.

Ce sont des rapports des inspecteurs du travail, adressés au ministre du travail, qui ont signalé l'intérêt que présenterait la réglementation du prix de vente des huiles comestibles.

Dans un de ces rapports, je lis ceci :

« Si l'on compare les prix que cotent les huiles et corps gras en Bourse et les prix d'achat des graines oléagineuses, on peut en conclure que les fabricants doivent réaliser de beaux bénéfices. Il y aurait intérêt, par cela même, à réglementer les tarifs. »

M. Louis Martin. Vous savez bien, monsieur le ministre, que ces bénéfices sont absolument illusoire et que, dans la crise que subit depuis de longues années l'oléiculture, il faut au contraire, à nos producteurs, de grands efforts et de grands sacrifices, pour soutenir la légitime réputation de nos huiles d'olive.

M. Maurice Faure. Il faudrait faire une distinction, dans la rubrique « huiles comestibles », entre les huiles véritables d'olive et les huiles faites avec addition de sésame, d'arachide, et autres graines oléagineuses que certains grands négociants en huiles emploient en fraude, altérant ainsi le produit pur de l'olivier. La question est complexe et je la signale à M. le ministre de l'intérieur. (*Assentiment.*)

M. le président. Je mets aux voix la taxation des huiles comestibles.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin. Elle est signée de MM. Bepmale, Develle, Rouby, Dellestable, Fagot, Thiéry, Louis Martin, Bonnefoy-Sibour, Nègre, Milan et Lintilhac.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	234
Majorité absolue.....	118

Pour.....	135
Contre.....	99

Le Sénat a adopté.

Vient ensuite la taxation des « légumes frais », la commission ayant renoncé à l'énumération : « choux, poireaux, carottes, oignons » qui figurait au texte primitif.

La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. Messieurs, en vous proposant cette modification, la commission a entendu cependant limiter l'application de la taxe des légumes frais

aux seuls légumes de consommation courante et de première nécessité. (*Exclamations à droite.*)

Voix nombreuses. Lesquels ?

M. Guilloteaux. Nous demandons des précisions.

M. Brager de La Ville-Moysan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brager de La Ville-Moysan.

M. Brager de La Ville-Moysan. L'observation que vient à l'instant de présenter M. le président de la commission me paraît être la condamnation même de la taxation proposée des légumes verts. Comment, en effet, arrivera-t-on à distinguer le légume de consommation courante du légume de consommation de luxe ? Les légumes taxés varieraient avec les régions. Dans certains pays, des légumes seront considérés comme des légumes de luxe parce que la production en aura été restreinte, alors que, dans des régions voisines, ils sont considérés comme de consommation courante.

Une autre observation me vient à l'esprit : comment sera-t-il possible, en pratique, d'arriver à la taxation ?

Je comprends que l'on puisse taxer certains produits vendus sous une mesure commune, par exemple au kilogramme ou au litre ; mais, lorsqu'il s'agira de produits vendus à la pièce, comme des choux ou des artichauts, ou à la botte comme des radis ou des carottes, comment pourra-t-on réaliser la taxation ?

Au reste, un motif d'ordre général doit nous empêcher de taxer les légumes, et le voici : A l'heure actuelle, dans un nombre considérable de fermes, les terres n'ont pas été totalement mises en culture.

Or, étant donné que la culture des légumes peut être assurée par des femmes, il est à souhaiter que, dans la plus large mesure possible, on entreprenne, dans les terres restées libres, la culture des légumes. Nous devons vivement désirer qu'il en soit ainsi, car ce serait le meilleur moyen de faire, d'une manière générale, baisser le prix des légumes verts.

Or la chose est possible à une condition : c'est que l'on incite les cultivateurs à entreprendre cette culture et qu'on ne s'arrange pas, au contraire, de manière à leur enlever tout intérêt à le faire. Or la taxation, comme je le disais hier, sera toujours un obstacle à la production de l'objet taxé. (*Vive approbation à droite.*)

M. Aimond. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Aimond.

M. Aimond. Messieurs, je ne viens pas défendre ici un intérêt régional, rassurez-vous ! Mais j'ai été frappé, dans la séance d'hier, des déclarations qui ont été portées à cette tribune, notamment des interruptions de l'honorable M. Herriot.

M. Herriot a dit : « Parmi les causes d'augmentation de prix de certaines denrées, il convient de signaler les réquisitions. »

M. Millès-Lacroix. Très bien !

M. Aimond. Il n'a, d'ailleurs, pas cité d'exemple à l'appui de son assertion.

Quelques instants après, l'honorable M. Millès-Lacroix vous a montré comment l'intendance avait fait monter le prix des fromages de gruyère de 160 à 250 francs. Au moment de la mobilisation, des producteurs, dans certains départements, avaient offert à l'intendance leurs fromages, au moment de partir sur le front, à 160 francs. Elle n'a pas accepté leurs propositions, alléguant que ce prix était trop élevé, et, six mois après, elle payait ces mêmes produits sur le pied de 240 à 260 francs.

Le résultat, c'est que, suivant mes informations, les paysans qui fournissent le lait aux fromagers et qui sont groupés en coo-

pératives, ayant appris que l'intendance payait les fromages 260 francs, ont conclu, pour un an, avec lesdits fromagers, un traité aux termes duquel le lait doit leur être payé 25 centimes au lieu de 15 centimes.

Hier, vous avez voté la taxation du lait. Je ne sais comment les fromagers s'arrangeront avec les producteurs de lait, si leur contrat sera maintenu ; je retiens simplement, des explications fournies par M. Millès-Lacroix que les prix excessifs cités sont le fait, non pas de la spéculation, non pas même des producteurs, mais de l'intendance elle-même. (*Très bien ! très bien !*)

Or, à propos des légumes frais, je suis obligé d'apporter ici la même constatation.

Parmi les légumes frais, il y en a deux en particulier, le poireau et le chou, qui sont devenus hors de prix. C'est incontestable.

Ce fait avait appelé mon attention, parce qu'on avait accusé, à tort, parmi les fournisseurs de ces légumes, les syndicats agricoles de mon département de vouloir édifier leur fortune sur la misère publique. Nous avons eu, à cet effet, une entrevue dans le cabinet de M. le préfet de police, parce que mes cultivateurs repoussaient cette accusation, et ils ont prouvé qu'ils étaient dans leur droit.

Le poireau et le chou sont des légumes qui demandent, pour leur production, une main-d'œuvre considérable. Vous savez comment se pratique cette culture : on plante, puis on repique les plants un par un, on les arrose, on les bine, on les butte.

Les deux légumes en question sont donc naturellement d'un prix élevé, en temps ordinaire, mais la rareté et la cherté de la main-d'œuvre ont entraîné, d'après les syndicats agricoles, une réduction de 40 p. 100 dans la culture de ces mêmes légumes. Leurs prix devaient donc monter dans la même proportion.

L'augmentation du coût de la main-d'œuvre ayant été de 100 p. 100, le prix de revient dont on parle tant, est passé, sans aucune spéculation, du simple au double.

Un troisième facteur est intervenu,

L'intendance a voulu acheter des choux et des poireaux pour l'armée. Elle a eu raison. Vous savez que nos soldats commencent à être fatigués de l'alimentation carnée. Il était donc nécessaire de leur donner des légumes verts. (*Approbation.*)

Seulement, il y a la manière. L'intendance, au lieu de s'adresser au préfet de mon département ou aux syndicats agricoles, qui y sont nombreux, a recouru à un intermédiaire qui n'a jamais été cultivateur, mais exerce une profession qui n'a aucun rapport avec l'agriculture et n'a jamais habité mon département.

Cet intermédiaire a loué une automobile, il a parcouru une grande partie du département de Seine-et-Oise, dont la spécialité est la culture des choux : cette culture y couvre, en effet, des milliers d'hectares ; il a offert aux cultivateurs des communes productrices des prix supérieurs à celui des halles et a acheté des tonnes de choux. Puis il est allé à l'intendance et a établi ses propositions en majorant son prix d'achat de 50 p. 100, vendant 150 fr. ce qu'il avait acheté 100 fr. (*Rumeurs.*)

J'ajoute que ces achats de l'intendance ont fait le vide pour l'approvisionnement de Paris.

Pendant des semaines, il n'y a plus eu d'envoi de choux aux Halles, et ce légume est passé de 50 centimes à 1 fr. 25.

Il n'est plus, en effet, resté comme expéditeurs que quelques maraîchers du département de la Seine, dont on n'avait pas pris la récolte, et qui ont vendu le double leur denrée sur le carreau des Halles.

Voilà ce qui se produit, quand il n'existe aucune coordination dans les efforts, lorsque chaque compartiment de la défense nationale ignore les autres. (*Très bien ! très bien !*)

Telles sont les déclarations que j'étais au Sénat.

Je ne lui demande pas un vote pour ou contre la taxation des légumes frais, je lui montre simplement que la vie chère, en ce qui concerne les légumes, n'est pas une conséquence de la taxation ou de la non taxation. (*Applaudissements.*)

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. J'ai écouté avec un grand intérêt les paroles de mon honorable ami M. Aimond. C'est toujours la même discussion qui continue à propos de chaque denrée alimentaire.

M. Aimond dit : « La main-d'œuvre est très rare, les salaires ont augmenté, et il est inévitable que le prix de vente augmente aussi. Comme vous ne pouvez pas établir le prix de revient des produits, il vous est impossible d'établir une taxe qui soit raisonnable et raisonnée. »

Voilà la première objection des adversaires de la taxation.

D'autre part, on semble vouloir dire, à chaque article, aux partisans de la taxe, que la taxe sera établie à un prix tellement exagéré que les producteurs n'y retrouveront pas leur compte.

Ce n'est pas du tout l'idée des partisans de la taxe. Nous voulons que la taxe établisse un prix qui permette aux producteurs une vente rémunératrice, à un taux normal de bénéfices, et non un prix qui soit préjudiciable à la fois aux producteurs et aux négociants. Chacun doit gagner sa vie, ce sont les exploitateurs que nous voulons atteindre. Ce que nous voulons frapper, c'est l'abus, l'excès, c'est la haute et trop grande différence qu'il y a entre le prix de production et le prix de vente au consommateur.

M. Aimond nous dit que le prix des légumes verts est excessif. Je suis d'accord avec lui. Cependant les légumes verts sont indispensables à la population...

M. Aimond. Je vous ai dit par quelles causes artificielles ce prix est devenu excessif.

M. Debierre. Quand la ménagère veut faire une soupe maigre, il lui faut des légumes frais : des carottes, des navets, des choux, des poireaux, des oignons. Ce n'est pas, pour la ménagère parisienne, un objet de luxe, c'est, au contraire, l'alimentation de la classe ouvrière, de la classe des employés, des pauvres.

M. Aimond nous dit : « Ces légumes ont augmenté de moitié aux halles de Paris, parce que la main-d'œuvre est rare, parce que le prix des salaires a augmenté. » Je me demande s'il y a réellement concordance entre l'augmentation du prix de production et l'augmentation du prix de vente aux halles de Paris.

M. Aimond. Mais j'ai ajouté qu'un troisième facteur était intervenu.

M. Debierre. J'attends que M. Aimond fasse la preuve que l'augmentation des salaires et du prix de la main-d'œuvre ait été assez élevée pour faire comprendre la différence énorme qui existe entre le prix de vente des légumes verts aux halles de Paris actuellement et l'année dernière.

Il sait, comme moi, que si l'on compare le prix actuel de la carotte et des légumes verts à celui de l'année dernière, on voit qu'il a augmenté de 300 à 400 p. 100. Je ne crois pas que les salaires payés par les maraîchers aux ouvriers qui cultivent leurs terres soient dans une disproportion aussi considérable.

Je crois que les prix sont majorés par les

intermédiaires, par les grands négociants, et que si l'on accepte la taxe sur les légumes secs, comme je le pense, on doit aussi accepter la taxe sur les légumes verts.

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement, au début de la discussion, vous a demandé le droit de taxation générale; il vous a demandé de donner aux autorités administratives le droit de taxer toutes les denrées, lorsqu'il leur apparaîtrait que ces denrées ont un cours injustifié. Vous avez, dès le premier jour, répondu que vous ne vouliez pas donner ce blanc-seing aux préfets, que vous ne vouliez leur donner le droit de taxation que pour des denrées dont vous vous réserviez d'établir la liste d'accord avec le Gouvernement, en la limitant aux produits absolument indispensables.

Je dois donc démontrer, en très peu de mots, au Sénat, que les denrées dont il s'agit, que les légumes frais sont d'abord une denrée indispensable à l'alimentation publique, et, en second lieu, que, sur ces denrées, se sont produits des cours qui ne sont pas du tout en rapport avec le prix de revient augmenté du bénéfice normal qui doit revenir au producteur.

Sur le premier point, je n'aurai pas beaucoup de peine à vous montrer que ces denrées ont subi une hausse extraordinaire. Il n'est pas douteux, par exemple, qu'en ce qui concerne les choux, les prix de 1914 étaient de 14 et 15 fr. le cent. Celui de 1916 a atteint jusqu'à 90 fr.

M. Aimond. Par les circonstances que je viens de vous indiquer.

M. Guilloteaux. Prenez-vous-en à l'intendance, monsieur le ministre.

M. le ministre. Je vais en parler dans un instant.

En ce qui concerne les carottes, les prix sont passés de 12 fr. en 1914, à 60 fr. en 1916; pour les navets, de 18 fr. à 40 fr.; pour les poireaux, de 70 fr. en 1914, à 120 fr. en 1916.

Messieurs, M. Aimond vous a dit tout à l'heure que les achats de l'intendance avaient eu une certaine influence sur la hausse des cours. Qu'il me permette de lui dire que l'intendance achète, à l'heure actuelle, à un prix inférieur au cours des halles de Paris. Je vous ai donné là-dessus quelques précisions. En ce qui concerne l'approvisionnement de l'armée en légumes, l'intendance a chargé le comité d'approvisionnement de la Seine de faire ces achats, et les renseignements que son président, M. Bouat, m'a donnés sont tout à fait suggestifs.

Ainsi le comité achète, pour l'intendance, les choux à 28 fr. les 100 kilogs, alors que, sur le carreau des Halles, ils se payent 40 fr.; il achète les carottes 35 fr. les 100 kilogs, alors qu'aux Halles elles se vendent 45 fr.; les poireaux à 26 fr. au lieu de 36 fr.

Donc, sans menace de réquisition, à prix très librement débattus, l'armée, par l'intermédiaire du comité de l'approvisionnement, trouve des cours qui, sans cesser d'être rémunérateurs pour le producteur — et la preuve, c'est qu'il accepte de vendre — sont singulièrement plus avantageux que ceux que ces mêmes fournisseurs imposent à la population civile. (*Très bien! à gauche.*) Voilà les méthodes du comité de l'approvisionnement. Elles sont bonnes, étant régulatrices des cours...

M. Aimond. Oui, mais elles font le vide!

M. le ministre. Non, elles ne font pas le vide. Notre marché est trop achalandé pour ne pas pouvoir répondre simultanément aux demandes des civils et des militaires.

En ce qui concerne les prix exagérés, il

n'est pas douteux, je vous l'assure, d'après les renseignements qui me parviennent de tous côtés, qu'ils sévissent, peut-on dire, dans tous les départements.

Cette crise atteint particulièrement le commerce des légumes frais.

On me signale notamment que des petits cultivateurs et des maraîchers qui, d'ordinaire, transportent leurs produits à Paris, sont devenus fournisseurs d'acheteurs qui viennent sur place prendre livraison. Or, ces intermédiaires, approvisionneurs tolérés des Halles, offrent des prix inespérés, inconnus jusqu'à ce jour. Par suite, en quelque sorte, à leur corps défendant, les maraîchers ont vendu leurs produits à des prix exorbitants.

Je suis persuadé qu'eux-mêmes reconnaîtraient que ces prix sont tout à fait excessifs et qu'une taxe tenant compte du bénéfice légitime, respectant donc les intérêts des producteurs, ne les inquiéterait en aucune façon, mais ramènerait le bénéfice des intermédiaires — il faut toujours en revenir à ceux-ci — à des taux normaux qui ne gêneront en rien les producteurs eux-mêmes.

J'ai donc montré, messieurs, que le légume frais est une denrée indispensable à l'alimentation du peuple. Le paysan comme l'ouvrier ne mange pas toujours de la viande. Vous êtes trop au courant des habitudes et de la vie ouvrière et paysanne pour ne pas savoir que les légumes sont la base de l'alimentation populaire.

Permettez donc au préfet, lorsqu'il se trouvera en présence de bénéfices exagérés, de les limiter en tenant compte, je vous l'assure, des intérêts légitimes et équitables du producteur.

M. Tournon. Quels légumes taxerez-vous?

M. le ministre. Les légumes populaires qu'on a cités tout à l'heure. Il n'est jamais entré dans notre pensée de taxer l'asperge ni l'artichaut.

M. Cauvin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cauvin.

M. Cauvin. On dit toujours que c'est en raison des bénéfices exagérés des intermédiaires que les prix se trouvent surtout majorés. Est-ce qu'on ne pourrait pas prendre une disposition fixant une limite entre le prix du producteur et celui du vendeur? Il serait facile de savoir à quel prix l'intermédiaire aurait acheté et de l'empêcher de vendre en prélevant un bénéfice supérieur à cette limite.

M. Rouby. C'est la taxe!

M. Cauvin. De cette façon, la taxe ne ferait pas supporter au producteur une charge considérable, résultat auquel certains croient qu'on aboutira: ce n'est pas tout à fait mon avis d'ailleurs. Je crois que, lorsque la taxe sera connue, le producteur sera plus à l'aise pour résister à une demande d'abaissement des prix de l'intermédiaire. Il saura que le prix est taxé à tel chiffre et que, par conséquent, en vendant à l'intermédiaire à un taux déterminé il laissera à celui-ci une marge assez grande pour qu'il puisse retirer un bénéfice suffisant.

A défaut d'autre moyen, j'estime qu'on pourrait très bien déterminer la somme qui pourra être laissée à l'intermédiaire.

Laissez-moi vous dire en passant qu'une des causes de l'élévation excessive des prix est cette élévation même. Aussitôt, en effet, que le consommateur voit un objet devenir plus cher il s'empresse de l'acheter, même quand il ne correspond pas à ses besoins immédiats, pour éviter d'avoir à subir une élévation plus grande dans l'avenir. Tout le monde en faisant autant, il y a une ruée sur l'objet et elle détermine une élévation très rapide des prix. (*Très bien! très bien!*)

J'admettrais très bien, dans une certaine mesure, qu'on cherchât à restreindre la faculté d'achat. Mais c'est une autre question à côté de celle dont je viens de parler et sur laquelle je prends la liberté d'attirer l'attention du Gouvernement. (*Très bien! très bien!*)

M. Brager de La Ville-Moysan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brager de La Ville-Moysan.

M. Brager de La Ville-Moysan. Je voudrais de nouveau poser à M. le ministre une question à laquelle il n'a pas répondu.

J'avais parlé de légumes qui se vendent à la pièce et à la botte. Comment les taxer? Cela me paraît matériellement impossible et c'est pour cela que je suis hostile à cette taxation.

M. Guillaume Chastenet. On les taxera à la dimension!

M. Brager de La Ville-Moysan. On ne peut pas mesurer un chou ou un poireau!

M. Debierre. On les vend aux 100 kilogr.!

M. Servant. A Paris, mais pas en province.

M. Tournon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Tournon.

M. Tournon. L'interruption de M. Debierre montre d'une façon bien nette que c'est sur le producteur que portera la taxe. Celui qui vend aux cent kilos, c'est le producteur, ce n'est pas l'intermédiaire qui vend au détail aux consommateurs. Cette interruption ne fait que renforcer l'argumentation de M. Brager de La Ville-Moysan.

Oui on vend les légumes aux cent kilos, mais encore une fois, c'est le producteur qui vend par un intermédiaire sur le carreau des halles.

Or, ce n'est pas le prix sur le carreau des Halles que vous voulez taxer, car cette taxation ne fera pas vendre meilleur marché par le détaillant au consommateur. Par conséquent, vous aurez tout simplement taxé les producteurs, mais pas du tout limité le bénéfice de l'intermédiaire (*Très bien!*)

Mais, messieurs, j'ai une question peut-être un peu indiscret à poser à la commission. Je ne puis arriver à comprendre pourquoi elle a supprimé de son texte ces quatre mots qui ont bien une signification: « choux, poireaux, carottes, oignons », en se bornant à nous dire, par l'organe de son président, qu'on ne taxerait que les légumes frais de consommation courante.

Or, messieurs, que veut dire « consommation courante »?

Il y a des légumes que vous ne pensiez pas à taxer hier et qui sont de consommation particulièrement courante, les épinards, par exemple. (*Hilarité.*) Allez-vous les taxer? Allez-vous taxer les radis noirs qui eux aussi sont d'une consommation courante? Et les haricots? Et les petits pois?

Je vous en prie, ne versons pas dans l'incohérence. Je demande, sinon le maintien des quatre mots supprimés, mais les raisons qui ont amené la commission à les supprimer.

Qui décidera qu'un légume est de consommation courante? Dans le Midi, l'ail est d'une consommation courante. Va-t-on taxer l'ail?

Il faudrait que la commission achève d'éclairer sa lanterne; j'ai essayé de l'y aider; j'y suis arrivé dans une certaine mesure, mais je lui demande de ne pas mettre l'éteignoir sur la lumière que nous avons commencée à faire en supprimant ces quatre mots pour les remplacer par une simple intention. (*Très bien! très bien!*)

M. le président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. Nous proposons la suppression des quatre mots « choux, poireaux, carottes, oignons », parce que cette nomenclature pourrait paraître incomplète. On aurait pu proposer d'y ajouter l'ail, l'épinard et d'autres légumes.

Dans ces conditions, nous avons préféré les mots « légumes frais » qui s'entendent comme « légumes de consommation courante », laissant à l'administration le soin de ne taxer que les légumes de première nécessité.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation, je mets aux voix la taxation des « légumes frais ».

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de : MM. Bepmale, Develle, Rouby, Dellestable, Fagot, Bonnefoy-Sibour, Nègre, Milan, Laurent Lintilhac et Thiéry.

Il va être procédé au scrutin.
(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour.....	112
Contre.....	140

Le Sénat n'a pas adopté.

Vient maintenant la taxation des « légumes secs ».

Si personne ne demande la parole, je consulte le Sénat sur la taxation des « légumes secs ».

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de MM. Bepmale, Debierre, Loubet, Monfeuillard, Maurice Faure, Menier, Peyronnet, Thiéry, Bidault, Bollet, Vacherie, Paul Strauss, Defumade et Colin.

Il va être procédé au scrutin.
(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	222
Majorité absolue.....	112
Pour.....	157
Contre.....	65

Le Sénat a adopté.

Viendrait ensuite la taxation des « vins ordinaires, cidres et bières ».

La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. Messieurs, la commission renonce à la taxation des vins ordinaires, cidres et bières, d'autant plus qu'elle a été saisie d'un amendement qui, précisément, supprime tous les inconvénients qui pouvaient naître de la non taxation du vin dans la zone des armées. En effet nous venons d'accepter l'amendement suivant présenté par M. Chéron et plusieurs de ces collègues :

« Dans la zone des opérations, les généraux commandant les armées pourront, dans les territoires soumis à leur commandement, taxer toutes denrées alimentaires destinées à la consommation des militaires, même si elles ne sont pas prévues au présent article. »

Dans ces conditions nous avons satisfaction et nous vous demandons la suppression de cette taxation.

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. Sur quoi ?

M. Debierre. Je reprends le texte de la commission et je demande la permission de dire quelques mots sur le vin.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Debierre. Messieurs, vous nous direz peut-être que le vin n'est pas une boisson

indispensable à l'homme. Il y a beaucoup de gens qui prétendent qu'il vaut mieux boire de l'eau ; dans tous les cas, je crois qu'à l'heure actuelle vous seriez mal venus d'offrir de l'eau à nos soldats qui sont sur le front.

M. Guillaume Chastenet. Qui est-ce qui dit le contraire ?

M. Debierre. Ils vous accueilleraient très mal.

M. Guillaume Chastenet. Nous leur en avons envoyé généreusement, nous n'avons pas attendu l'intendance. Vous enfoncez des portes ouvertes.

M. Debierre. Le vin n'est donc pas une boisson indispensable, mais il est d'un usage courant, aussi bien dans nos populations ouvrières des grandes villes que dans nos campagnes et au front. Soldat ou civil, on on aime bien à boire un verre de vin.

Voilà un fait bien établi, incontestable ; cependant j'ai entendu dire que la taxation des vins était impossible pour la raison qu'il y en a des variétés, en nombre considérable, de qualités diverses et variables. La variété même du produit impliquerait, dit-on, que la taxation est impossible.

Messieurs, il ne faudrait tout de même pas nous accuser de cette idée saugrenue que nous voulons taxer le Pontet-Canet ou le Chambertin. Ai-je besoin de dire que nous n'avons jamais eu pareille intention : ce que nous vous demandons de taxer, ce sont les vins ordinaires, ceux qui sont vendus aux soldats sur le front, comme aux ménages d'ouvriers et d'employés. (Très bien !)

Je prétends que ces vins-là, vous devez les taxer, et en voici la raison : si vous vous reportez au prix des vins ordinaires, de ceux que les poilus appellent le pinard, et que les ménagères parisiennes appellent le petit bleu, vous constaterez que l'hectolitre de vin qui valait l'année dernière 18 à 24 fr. est vendu maintenant 70 et 80 fr.

M. Guillaume Chastenet. Parce que la récolte a été déficitaire.

M. Debierre. Le litre de vin qui était vendu quarante centimes vaut aujourd'hui quatre-vingts centimes dans la zone des armées comme à Paris. C'est ce qui est intolérable.

Vous me dites, mon cher collègue, que la récolte a été déficitaire. Je veux bien le concéder. Cependant, sur le front, des marchands de vins en gros ont fait, cette année, des fortunes scandaleuses en vendant au soldat le vin à un prix exagéré.

Ce sont donc surtout les intermédiaires qui ont profité de la hausse des cours. Et sans vouloir en rien abaisser le prix de vente rationnel du viticulteur, je dis que vous devez intervenir en taxant le vin ordinaire. En le faisant, vous protégerez à la fois les soldats qui aiment à boire un verre de vin et la population ouvrière qui, elle aussi, mérite bien de boire autre chose que de l'eau. (Approbation.)

Pour toutes ces raisons je vous demande, messieurs, de taxer le vin ordinaire.

M. le président. La commission ne maintient pas dans son texte, la taxation des « vins ordinaires, cidres et bières ».

M. Debierre propose, par voie d'amendement la taxation des « vins ordinaires ».

La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Messieurs, la commission, par l'organe de son distingué président, nous avait fait prévoir qu'elle renoncerait à la taxation du vin. Elle s'était, en effet, rendu compte de l'impossibilité et de l'injustice que comportait une pareille mesure.

Mes collègues de la Gironde et moi avons été singulièrement étonnés de voir, ici, M. Debierre reprendre, pour son compte, un pareil amendement. Notre honorable collègue terminait tout à l'heure son discours en disant : « Et les Parisiens ! » — alors qu'il

avait reconnu, d'abord, que le vin n'est pas une boisson de première nécessité — « Le vin est entré dans leurs habitudes, et vous allez les obliger à boire de l'eau ou tout au moins de l'eau rougie ».

Croyez-vous, mon cher collègue, que nos viticulteurs ne mettent pas aussi de l'eau dans leur vin ? Le vin qu'ils récoltent, ils ne le boivent pas. D'ailleurs, ils n'ont pas récolté en 1915. Il y a bien eu, cette année, quelques grappes, mais on les a mises dans des tonneaux que l'on a remplis d'eau pour faire de la boisson familiale.

M. Debierre. Et les stocks qu'ils avaient accumulés dans leurs caves ! (Exclamations.)

M. Guillaume Chastenet. En vérité, monsieur Debierre, est-ce là vraiment une interruption à laquelle on doit s'arrêter ? Vous savez bien que vos viticulteurs ne sont pas plus riches que les ouvriers et les employés qui, seuls, me semblent vous préoccuper à l'heure qu'il est. Non, ils n'accumulent pas leurs récoltes, les malheureux, ils sont obligés de les vendre immédiatement pour se procurer l'argent nécessaire en vue de la récolte prochaine. Le vin de 1914 a été vendu par tous les viticulteurs, qui n'ont réalisé aucun bénéfice. En 1915, il n'y a pas eu de vin, et le peu qui était resté dans les chais a dû être vendu pour acheter le sulfate qui doit ménager la récolte prochaine et pour payer une main-d'œuvre de plus en plus rare et de plus en plus introuvable.

Savez-vous ce que le vin représente pour eux ? Ce n'est pas un bénéfice, c'est simplement le prix de leur travail ; pas même cela, car leur capital même s'est trouvé, entamé, du fait de la récolte déficitaire et aussi du fait de certaines réquisitions, car la récolte ne représente pas seulement le travail, mais des frais considérables d'engrais et sulfatages qu'il leur faut supporter. (Très bien ! très bien !)

Je ne veux pas revenir sur ce que j'ai déjà dit au Sénat au sujet des vins, lorsque l'article 1^{er} se présentait sous la forme d'une procuration en blanc et que j'entrevois comment le Gouvernement entendait le remplir. Mais pouvez-vous sérieusement reprendre la taxation du vin par voie d'amendement, alors que vous voyez que la commission elle-même s'est rendue aux raisons que nous lui avons exposées ?

Vous dites ne vouloir atteindre que les vins ordinaires : vous seriez bien aimable de m'expliquer ce que l'on doit entendre par là. (Très bien !)

M. Rouby. Alors, la délimitation ne sert à rien ?

M. Guillaume Chastenet. Il faudra organiser une commission de dégustation !

Où s'arrêtera le vin ordinaire ? Où commencera le vin de qualité ? Où est le critérium ? C'est de l'arbitraire que vous ajoutez à de l'arbitraire.

Il y aurait donc deux catégories de vins ? Et il y aurait aussi deux catégories de cultivateurs ou viticulteurs : ceux qui récoltent du vin ordinaire et ceux qui récoltent du vin de qualité. Les premiers vont voir leurs produits taxés, ils vont être dépouillés sur le prix de leur travail et de leur production, alors que les autres qui ne sont ni plus ni moins intéressants conserveront l'intégralité de leur récolte sans avoir à compter avec les taxations. (Très bien ! très bien !) Serait-ce juste ? Serait-ce admissible ? Il est un point sur lequel nous sommes d'accord ; le vin est indispensable aux soldats, ...

M. Grosjean. Les civils aussi en ont besoin !

M. Guillaume Chastenet. ... et les viticulteurs, avant que n'aient commencé les réquisitions, ont généreusement fourni le

vin de leurs réserves qui leur était demandé pour approvisionner les hôpitaux et le front.

Oui, il faut donner du vin aux soldats; s'ils n'en ont pas assez, il faut leur en donner davantage, mais vous avez pour cela les services de l'intendance, les réquisitions. Il y a peut-être, sur le front, des soldats qui veulent se procurer du vin en supplément; ils seront d'autant moins tentés de s'adresser aux intermédiaires que vous leur en fournirez une plus grande quantité. Certains intermédiaires, débitants dans la zone des armées, réalisent, je le sais, des bénéfices scandaleux. Mais on vous a indiqué le remède; il est très simple.

M. Henry Bérenger. M. Chéron a déposé un amendement pour atteindre les mercantis.

M. Guillaume Chastenet. La commission va vous le donner par cet amendement dont, tout à l'heure, il vous a été donné lecture.

Mais cet amendement n'était pas même nécessaire. Les commandants de corps d'armée, les commandants de place disposaient des moyens nécessaires pour empêcher cette spéculation éhontée qui s'exerce aux dépens de nos soldats. Il suffisait, d'abord, de contrôler le vin pour savoir s'il remplit toutes les conditions hygiéniques; ensuite, de faire afficher à la porte des débits le prix auquel il est vendu; enfin, au besoin, d'établir un maximum de prix et de déclarer que, si le débitant ne se conforme pas aux prescriptions du commandement, on fermera son débit ou que l'on en interdira l'accès aux troupes. Voilà le remède; il y a des zones, sur le front, où il a été appliqué; et, là où il l'a été, le vin n'a pas atteint les prix scandaleux auxquels il a été vendu dans d'autres zones. (*Très bien! très bien!*)

M. Ranson. C'est peut-être que dans ces zones, on y mettait plus d'eau. (*Sourires.*)

M. Guillaume Chastenet. Non, messieurs, l'amendement de M. Debierre ne sera certainement pas accepté par le Sénat. Il faut donner largement du vin aux soldats, mais il ne faut pas, cependant, priver nos viticulteurs du fruit de leur travail. Et je vous assure qu'en ce moment ce travail est bien peu rémunéré. (*Vifs applaudissements.*)

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, je serai d'autant plus bref que la religion de mes collègues est parfaitement éclairée sur la question.

Mon honorable collègue M. Chastenet a fait ressortir d'une façon lumineuse que la situation viticole actuelle était cause d'une hausse exceptionnelle.

L'année a été particulièrement déficitaire. Il faut remonter, d'après les statistiques les plus exactes, à cinquante ans, à l'époque de l'invasion de l'oïdium, pour trouver une année aussi déficitaire. Beaucoup de vigneron, beaucoup de propriétaires viticulteurs n'ont fait que le dixième de la récolte ordinaire. Mais, par suite de circonstances météorologiques spéciales, il se trouve que ces petites quantités sont des vins de qualité.

Dans notre région du Rhône, en particulier, le jour où l'intendance est venue pour faire les réquisitions, elle a voulu, sur l'avis de M. le sous-secrétaire d'Etat à l'intendance ne réquisitionne que les vins dits ordinaires; et elle s'est trouvée, en face de la pratique, dans l'embarras le plus grand; à tel point que, dans le département du Rhône, 800 hectolitres seulement — qu'il a fallu chercher — ont été réquisitionnés, les vins restants ayant été considérés comme vins de qualité.

En effet, les vins ordinaires et les vins de qualité, sans aborder la question des grands crus que vous citiez tout à l'heure, mon cher collègue Debierre, sont très difficiles à

distinguer, en pratique. Il y a là une échelle tellement grande, et une gradation dans la qualité tellement insensible que, dans un même vigneronnage de notre Beaujolais, le marchand de vins qui vient à la récolte fait la distinction entre une cuvée et l'autre.

M. Rouby. On a déjà donné cet argument pour le beurre!

M. Cazeneuve. Mon cher collègue, si on l'a donné pour le beurre, on a eu raison; si le Sénat n'a pas voté la taxation pour le beurre, il a peut-être eu raison également, et il aura encore raison, je crois, de ne pas voter la taxation pour le vin.

Notre collègue M. Debierre est à la fois physiologiste et médecin. Nous nous connaissons depuis de longues années. Avec son esprit scientifique, il sait très bien que le vin n'est pas un aliment de première nécessité.

rsque notre éminent collègue M. Chéron était sous-secrétaire d'Etat, dans l'intérêt de nos troupes, il nomma une commission spéciale...

M. Henry Chéron. Vous en faisiez partie.

M. Cazeneuve. Vous avez bien voulu, en effet, me faire l'honneur de me désigner pour en faire partie. Il y avait aussi des personnalités plus marquantes que moi-même: notre regretté collègue, M. Léon Labbé; M. Armand Gauthier, président de l'Académie des sciences, à l'époque; M. Gley, professeur de physiologie au collège de France, etc...

La commission se préoccupait, de concert avec l'intendance, de classer les produits alimentaires de première nécessité pour l'armée. La question du pain, celle de la viande ont été l'objet d'études très approfondies à cet égard; la question de la viande frigorifiée s'est même posée à cette époque.

En ce qui concerne le vin, on a voulu se rendre compte physiologiquement si, réellement, le vin devait être classé parmi les denrées de première nécessité.

On a fait des expériences très sérieuses à Joinville-le-Pont, où se trouvaient des instituteurs en cours de stage. Après une étude physiologique très approfondie, conduite par le professeur Gley, on a été amené à reconnaître que le vin ne pouvait être considéré comme un aliment proprement dit. Le vin est une boisson extrêmement agréable, tonique, excitante de l'appétit. Les poètes bachiques y ont puisé la gaieté, et bien d'autres avec eux. Mais le vin n'est pas un aliment proprement dit.

M. Debierre. Alors, n'en faites plus!

M. Guillaume Chastenet. Ce n'est pas un argument, monsieur Debierre.

M. Rouby. Vous allez dire, bientôt, que le vin est nuisible, et vous allez ruiner le Bordelais!

M. Cazeneuve. C'est une boisson qui, dans certains cas, est une boisson de luxe dès que les prix, par suite de la récolte déficitaire, s'élèvent un peu. Cela est si vrai que des quantités de personnes ne boivent que de l'eau et ne s'en portent pas plus mal. Or, comme mon ami M. Herriot, je ne veux taxer que les aliments de première nécessité.

Certes, j'accorde au vin, sans hésiter, des vertus énergétiques spéciales, pour employer une expression toute mécanique et suggestive. Et je conviens que le vin peut apporter à nos vaillantes troupes du ressort et de l'entrain. Mais, précisément, un amendement a été déposé — on vient de vous le dire — pour que, dans la zone des armées, le vin puisse être tarifé, et pour qu'il ne dépasse pas des prix abordables.

M. Debierre. Et la population civile?

M. Cazeneuve. Or, dans le rapport de M. le ministre de l'agriculture auquel j'ai

fait appel hier, rapport adressé à M. le Président de la République...

M. Guillaume Chastenet. Vous avez dit que ce n'était pas un aliment essentiel.

C'est la population paysanne qui le fabrique et qui, cependant, ne le boit pas.

M. Cazeneuve. Que lisons-nous, dans ce rapport, sur les prix du vin dans la zone des armées en 1915?

« Les vins rouges courants se sont vendus de 50 à 80 centimes le litre et les vins blancs de 50 à 90 centimes. La hausse du prix de vente au détail a suivi la hausse des prix de vente en gros; mais, particularité à signaler, les prix de vente au détail ont été en général plus élevés dans les départements vignobles de la zone des armées que dans les autres. Dans les endroits où les prix ont été tarifés, d'accord avec les préfets, les prix ne sont pas inférieurs: les préfets semblent avoir homologué tout simplement les prix courants.

« Quand c'est l'autorité militaire qui a tarifé, elle a parfois fixé un prix trop bas: les débitants qui n'ont pas mouillé le vin pour en abaisser le prix, ont cessé, en apparence, la vente du vin ordinaire, qu'ils ont vendu beaucoup plus cher, en bouteilles cachetées. »

M. Ranson. Quel est l'auteur de ce rapport?

M. Cazeneuve. C'est le rapport officiel de M. Méline, ministre de l'agriculture, à M. le Président de la République, paru au *Journal officiel* du 1^{er} avril.

M. Ranson. Vous ne faites pas une réclame pour nos grands crus!

M. Cazeneuve. Permettez-moi de vous dire que nos grands crus peuvent se passer de la réclame.

Pour revenir à l'appréciation du rapport de M. le ministre de l'agriculture, je suis en droit d'en conclure que la taxation appliquée aux vins est une arme dangereuse qui peut avoir le résultat direct d'inciter à la fraude. Et je m'empresse d'ajouter qu'il est assez peu commode en ce moment de contrôler et de réprimer la fraude.

Vous taxez trop bas, on mouille; vous taxez le vin ordinaire, on le cache pour le faire passer pour du vin fin.

Recourons aux mesures préventives pour lutter contre la fraude, mais ne recourons pas à celles qui l'encouragent, comme pourrait le faire la taxation.

J'en arrive à la consommation du vin par la population civile, qui préoccupe M. Debierre.

M. Debierre. Et les ouvriers de nos usines!

M. Guillaume Chastenet. Vous leur donnez 10 et 15 francs par jour.

M. Cazeneuve. Permettez-moi, mon cher collègue, de vous montrer que, dans la pratique, la taxation des vins ordinaires...

M. Debierre. Nous n'envisageons que ceux-là.

M. Cazeneuve. ... se heurte à des difficultés considérables et inextricables.

M. Debierre. Pour toutes les taxations, il en est de même.

M. Cazeneuve. Où commence le vin ordinaire? Voilà ce que je viens vous demander.

Sur quels caractères physiques ou chimiques, sur quel caractère organoleptique ou de dégustation allez-vous vous appuyer pour dire: « Voilà du vin ordinaire, du vin à taxer ou du vin de qualité qui ne doit pas l'être, taxé? »

Un vin de qualité, une année, peut être un vin très ordinaire l'année suivante, et réciproquement une autre année. Tous les vins, cette année, sont des vins réellement de qualité. Je ne connais pas de vins récoltés, cette année, dans le département du Rhône, s'ils ont été faits dans des conditions normales, qui ne soient des vins de qualité, ou

tout au moins de « grands ordinaires ». Allez-vous les taxer ?

Mon cher collègue, allez-vous vous baser sur les délimitations viticoles pour faire le classement des vins ordinaires et des vins fins, sur cette délimitation qui a donné tant de déboires ? Je puis en parler, car, malheureusement, je suis l'auteur de ce projet d'accord avec M. le ministre de l'Agriculture de l'époque.

Nous avons vu, par expérience, l'échec complet de la délimitation viticole.

Allez-vous dire que telle région donne du vin ordinaire et que telle autre donne du vin de qualité ? Sur quoi vous baserez-vous ? Sera-ce sur la délimitation cantonale ? Ce serait une erreur énorme. Prenez le Rhône, la Gironde, la Saône-et-Loire, là comme ailleurs, la taxation des vins même ordinaires se heurte à des impossibilités pratiques considérables.

J'ajoute, étant donnée cette récolte déficitaire, que le commerce des vins, dans beaucoup de régions, a payé, pour ses achats, des prix élevés, cela n'est pas douteux. Le vin est bon, raison suffisante pour que les vigneron puissent vendre leur vin à un prix capable de les rémunérer. Le prix n'a pas été rémunérateur, parce que la quantité n'a pas été à la hauteur de la qualité.

Vous vous livrez à des opérations très difficiles pour ne pas nuire à des intérêts très légitimes.

Messieurs, je conclus. Il n'est pas de boisson naturelle, en raison de sa variété infinie, qu'il soit plus difficile de taxer, que le vin, qu'on s'appuie sur ses caractères organoleptiques ou qu'on s'appuie sur ses caractères physico-chimiques. C'est pour cette raison, étant donné l'amendement qui a été déposé, et qui dispose que l'autorité militaire peut, dans la zone des armées, prendre les mesures de tarification — ce qui a été fait depuis le début des hostilités — que je suis convaincu que notre honorable collègue M. Debierre, malgré les raisons qu'il fait valoir, retirera son amendement, et que le Sénat, suivant en cela la commission spéciale, se refusera à la taxation du vin, notre boisson nationale. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Nègre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Nègre.

M. Nègre. Messieurs, je n'aurai qu'un mot à ajouter aux explications qui ont été apportées par nos honorables collègues, MM. Chastenet et Cazeneuve.

Il est extrêmement délicat de taxer une seule — la principale — des boissons hygiéniques de France. Vous avez accepté la bière, vous avez accepté le cidre, vous avez accepté le vin, ce dernier produit sous la réserve qu'il ne s'agirait que du vin ordinaire.

Il va donc dépendre des préfets, suivant les régions, que la qualité des vins soit appréciée et taxée.

M. Rouby. Tous les vins du Midi sont ordinaires! (*Hilarité.*)

M. Maurice Faure. Comment, « ordinaire » ! Et l'Ermitage ? Et le Châteauneuf-du-Pape ? Et la clairette de Die ? Et tous les vins renommés des bords du Rhône ?

M. Nègre. J'invoite volontiers mon excellent collègue M. Rouby, qui s'y connaît, à boire non seulement des vins du Roussillon ou des vins de Tavel, mais même, et très simplement, de nos vins de montagne, des vins qualifiés et vendus comme tels. Ce qui est certain, c'est que le vin est un produit dont le prix, extrêmement variable et sensible, peut tomber très bas — ce sont les années de mévente — et monter très haut — c'est le cas actuel.

Ne vous y trompez pas : cette année, la hausse n'est pas due à la spéculation, elle est due à la rareté de produit, telle que le

viticulteur n'a pas recueilli la quantité nécessaire pour ses travailleurs.

M. Debierre. Alors, ouvrez la porte aux vins étrangers, si vous n'en avez pas !

M. Rouby. Cela vous coûtera, de le faire payer aussi cher! (*Rires.*)

M. Nègre. J'entends nos deux honorables collègues, MM. Debierre et Rouby, nous menacer de l'importation de vins étrangers. Nous en discuterons utilement et je serai prêt à leur répondre quand le moment en sera venu. Pour l'instant, nous sommes dans la question de la taxation. Nous sommes actuellement en pleine crise de main-d'œuvre, et nous ne savons pas si nous aurons, et à quel prix, le sulfate de cuivre qui nous est indispensable pour éviter la catastrophe de l'année dernière. Et c'est alors que vous voulez imposer la taxation au vin et au vin seul !

Je suis très convaincu que cette exception même que vous formulez contre le vin tranche la question. Vous ne voudrez pas séparer le vin, que vous qualifiez un peu dédaigneusement d'ordinaire, de la bière et du cidre. Je me rallie donc pleinement aux propositions de la commission. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, j'ai été sensible au reproche que M. Chastenet m'a adressé, quand il a paru croire que j'avais l'intention de diminuer le prix légitime que le viticulteur doit retirer de son produit. Cela n'a jamais été dans ma pensée. Qu'il s'agisse d'un cultivateur de vigne ou d'un cultivateur de betterave, j'entends bien qu'ils reçoivent, des produits qu'ils ont tant de mal à retirer de la terre, une juste et légitime rémunération.

Il n'a donc jamais été dans ma pensée de déclarer que les viticulteurs avaient abusé des consommateurs en leur vendant une marchandise à un prix notablement et considérablement exagéré. J'ai dit que les viticulteurs avaient vendu leurs vins 20 et 24 fr. l'hectolitre, et que de grands négociants avaient revendu ces mêmes vins, soit pour la population civile, soit pour les soldats au front, 60, 70 et 80 fr.

Par conséquent, cet écart énorme n'a pas profité à vos viticulteurs ; il a profité à des spéculateurs, à de grands négociants en vins, qui, je le répète, se sont enrichis d'une façon scandaleuse depuis le début de la guerre.

Ce que je dis pour les viticulteurs, je suis prêt à le répéter pour les autres cultivateurs. Je répète que ceux qui travaillent la terre et qui ont à fournir un labeur considérable du matin au soir doivent être récompensés de leur travail, et il ne faudrait pas que la taxation vint retentir sur les bénéfices légitimes de ceux-là. Ce contre quoi je m'élève, c'est la spéculation ; ce que je vous demande, c'est de permettre au Gouvernement d'examiner sérieusement le prix de revient chez les viticulteurs et les prix que vendent les négociants en gros.

Les vins ordinaires, je le répète, sont nécessaires à nos populations civiles ainsi qu'à nos soldats, et, quoi qu'en dise mon excellent ami M. Cazeneuve, qu'il est difficile de classer les vins, parce qu'il y en a une multitude de qualités, quoiqu'il ait dit que le vin n'est pas nécessaire à la vie de l'homme — je le concède bien volontiers — il faut reconnaître tout de même que, quand on parle du vin ordinaire, tout le monde sait ce que cela veut dire.

Il n'est pas possible qu'on confonde le vin ordinaire avec le vin de luxe, le vin fin avec le vin de Bourgogne ou le vin de Bordeaux.

Le vin ordinaire, c'est celui qu'on appe-

lait tout à l'heure le vin du Midi. (*Exclamations et rires.*)

Mon excellent ami M. Cazeneuve conviendra aussi avec moi que, si le vin n'est pas nécessaire à la vie de l'homme, il est cependant une boisson nationale. Cette boisson nationale, laissez-la à la disposition de nos soldats et de nos ouvriers des usines. Je maintiens donc l'amendement que j'ai déposé et je demande au Sénat de l'adopter.

Voix nombreuses. Aux voix !

M. Touron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touron.

M. Touron. Messieurs, je voudrais seulement poser une question.

L'amendement de M. Debierre vise-t-il les trois boissons hygiéniques ?

Voix nombreuses. Non !

M. Rouby. Rien que les vins ordinaires.

M. Touron. Il ne faudrait pourtant pas qu'après que la taxation du vin aura été repoussée, les autres boissons hygiéniques fussent l'objet d'une demande nouvelle.

M. Rouby. Nous n'avons rien à promettre.

M. Touron. Je reprendrai la parole, alors.

M. le président. Je rappelle que, par amendement, M. Debierre propose la taxation des « vins ordinaires ».

M. Touron. Messieurs, je viens de dire de ma place que la solution devait se trouver entre la thèse de la commission qui est aujourd'hui l'abandon des trois boissons hygiéniques et celle de M. Debierre, sans compter M. Rouby qui proposera peut-être de reprendre deux boissons hygiéniques sur trois pour les taxer.

M. Rouby. Je ne promets rien.

M. Touron. Il faut procéder loyalement. Je vous apporte une formule pour laquelle je demande la priorité. Je propose de remplacer le texte de M. Debierre : « vins ordinaires » par les mots « boissons hygiéniques ».

De cette façon, tous ceux qui veulent — comme moi — suivre la commission et abandonner la taxe sur les vins, les cidres et les bières, voteront « contre » mon amendement et ceux qui voudront les taxer voteront « pour ». Ainsi, le Sénat se prononcera par un seul vote.

M. le président. Un seul amendement est en discussion, celui de M. Debierre qui propose de taxer les « vins ordinaires ».

M. Touron. Je demande, monsieur le président, que mon amendement sur la taxation des boissons hygiéniques soit mis aux voix avant celui de M. Debierre sur les « vins ordinaires » qui est la reproduction du texte de la commission.

M. Rouby. Votez-vous la taxe ?

M. Touron. Je dis très nettement : Non.

M. le président. La discussion sur l'amendement de M. Debierre étant commencée, aucune question de priorité ne peut plus se poser en l'absence de texte présenté par la commission. (*Très bien!*)

M. Touron. Je renonce à la parole pour la prendre si l'amendement de M. Debierre était adopté.

M. Guillaume Chastenet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Messieurs, j'ai parlé du vin, me préoccupant surtout de la région que je représente, mais je reconnais qu'il n'y a pas plus de raison pour taxer le cidre ou la bière que pour taxer le vin. (*Très bien! très bien! au centre et à droite.*)

C'est une singulière conception, alors qu'il y a des pays où on ne récolte et consomme que du cidre, d'autres où on ne récolte et consomme que du vin, que de forcer les récoltants de vin à le vendre à un prix de

taxation, sans doute pour pousser ceux qui n'en récoltent pas à en boire et *vice versa*.

Je n'insiste pas, mais il est encore des paroles de M. Debierre qu'on ne peut laisser passer sans réponse.

Il a parlé d'une façon vague de spéculation éhontée des intermédiaires et il a paru généraliser et englober ainsi dans une même réprobation tout le commerce.

M. Debierre. J'ai dit « certains commerçants ».

M. Guillaume Chastenot. Le grand commerce bordelais est un commerce honnête qui ne réalise nullement les bénéfices scandaleux dont vous avez parlé. Pour en avoir la preuve, il suffit de comparer le prix auquel il achète à la propriété, et celui auquel il vend aux consommateurs ou aux débitants des grandes villes.

Il ne faut pas méconnaître le rôle utile du commerce; il rapproche les producteurs des consommateurs, et, en l'atteignant par les mesures que vous proposez, c'est à la fois les producteurs et les consommateurs que vous frapperiez. J'ajoute même que ce sont ceux-ci, dont vous paraissez exclusivement vous préoccuper, qui en pâtiraient davantage. (*Très bien! très bien!*)

Sans doute, et j'y reviens, le vin se vend trop cher dans la zone des armées, mais la faute en est à des mercantis sans scrupule qui l'appartiendrait au commandement d'écartier.

M. Debierre. Et à Paris?

M. Guillaume Chastenot. A Paris, on ne payerait pas le vin aussi cher si on n'allait pas le chercher chez les détaillants et si on s'adressait au propriétaire ou au commerce bordelais, ou même au commerce qui offre des garanties.

C'est au consommateur qu'il appartient de se préserver contre certains abus. C'est au haut commandement qu'il appartient d'éviter les abus dans la zone des armées et, en tout cas, il ne nous appartient pas d'intervenir pour dépouiller les travailleurs de la terre au profit de telle ou telle catégorie de citoyens. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Messieurs, je vais mettre aux voix la taxation des « vins ordinaires » proposée par M. Debierre.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin signée de MM. Debierre, Rouby, Hanson, Dellestable, André Lebert, Vieu, Bonnefoy-Sibour, Develle, Paul Strauss et Goy.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	250
Majorité absolue.....	126
Pour.....	71
Contre.....	179

Le Sénat n'a pas adopté.

Viendrait ensuite la taxation de l'« alcool à brûler ».

M. le président de la commission. La commission renonce à cette taxation.

M. le président. S'il n'y a pas d'observation, viendrait ensuite la taxation du « bois de chauffage ».

M. le président de la commission. La commission y renonce également.

M. le président. Vient enfin la taxation des « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre ».

La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Jules Méline, ministre de l'agriculture. Je viens exprimer l'avis du Gouvernement sur la taxation des engrais commerciaux.

Le Sénat n'a peut-être pas oublié les déclarations que j'ai faites à plusieurs

reprises à la tribune de la Chambre. Après le vote du projet de loi que nous discutons en ce moment, deux propositions de résolution ont été présentées qui m'ont amené à m'expliquer sur les conditions dans lesquelles je comprenais le vote du droit à la taxation.

J'ai déclaré à la Chambre très nettement — et je tiens à le répéter au Sénat —, que la taxe des engrais devait être considérée comme une mesure de précaution à ne mettre en œuvre que si l'intérêt de l'agriculture le commandait. Mais j'ai ajouté qu'il m'apparaissait que le moment n'était pas venu d'en faire usage. Quand on examine, en effet, la série des différents engrais, on doit reconnaître que la taxation n'est pas obligatoire.

Les engrais se divisent en deux grandes catégories: ceux que la France peut produire sans recourir à l'étranger, et ceux qu'elle doit importer.

Pour les premiers, si l'intérêt de l'agriculture se trouvait compromis par des mouvements de spéculation, ou par des opérations illicites, je n'hésiterais pas à recourir à la taxe.

Je le ferais notamment pour les superphosphates. Ce sont en effet des produits d'une industrie française qui fait honneur à notre pays. (*Approbation.*)

Grâce à une production abondante, qui dépasse nos besoins et nous permet en temps normal d'en exporter une certaine quantité, nous sommes assurés de pouvoir fournir à nos agriculteurs ce qu'ils pourront réclamer. Quant aux prix de vente que j'ai tenu à examiner de près, j'ai reconnu qu'ils n'étaient pas éloignés du prix de revient.

J'ai du reste demandé aux producteurs une analyse de leurs prix. J'ai pu me rendre compte des conditions dans lesquelles la hausse s'est produite. Le relèvement des cours m'a paru normal et j'ai estimé qu'il ne fallait prendre aucune mesure de nature à décourager la production. Ce qui importe d'ailleurs en matière d'engrais, c'est moins la question des prix, dont je suis loin de me désintéresser, que celle des approvisionnements.

Ceci posé, j'estime que pour les engrais de production nationale, comme les superphosphates et les scories de déphosphoration, la taxation n'est pas nécessaire. (*Très bien! très bien.*)

J'arrive, messieurs, aux engrais pour la fourniture desquels nous devons recourir à l'étranger.

Ce serait, à mon avis, une très grande faute que de leur appliquer la taxe parce que nous arrêterions immédiatement les importations et, qu'en empêchant les approvisionnements, nous ferions hausser les prix sur le marché intérieur.

Il n'est pas douteux, pour les nitrates par exemple, que la taxation ne pourrait avoir que des inconvénients pour nos agriculteurs.

Il ne faut pas plus songer à taxer le sulfate d'ammoniaque que les nitrates et qu'un autre produit qui n'est pas un engrais au sens propre du mot, mais qui préoccupe à juste titre le Parlement comme le monde viticole: je veux parler du sulfate de cuivre.

C'est, en effet, un produit de première nécessité, surtout après une mauvaise récolte comme celle de l'année dernière. Le devoir du Gouvernement doit être d'en assurer l'approvisionnement à nos viticulteurs. Je crois ne pas avoir manqué à ma tâche. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

J'ai porté tout d'abord mes efforts auprès des industriels français. J'ai poussé à la reprise de la fabrication du sulfate de cuivre partout où elle était arrêtée et j'ai fait tout ce que dépendait de moi pour accroître la

production des usines en fonctionnement. J'eme plais à reconnaître que j'ai trouvé auprès de l'administration de la guerre le concours le plus dévoué pour procurer aux fabricants les matières premières indispensables. Grâce à ces mesures, la situation est devenue des plus satisfaisantes. La production du sulfate de cuivre en France, qui, l'an dernier, n'avait guère dépassé 11,000 tonnes sera cette année, de 24 à 25,000 tonnes; elle a donc plus que doublé.

Il restait, pour compléter nos approvisionnements, à faire un effort du côté de l'Angleterre qui, comme vous le savez, est notre grand fournisseur.

Il était nécessaire d'obtenir des concessions du Gouvernement anglais pour recevoir non seulement le produit fabriqué, mais aussi le métal nécessaire à notre production nationale. Depuis cinq mois, je puis le dire, je suis en négociations suivies avec nos alliés. J'ai pu obtenir les autorisations de sortie nécessaires et aussi du fret.

Le Gouvernement anglais, tout en modérant ses envois plus que nous ne l'aurions désiré, nous a néanmoins donné les moyens d'approvisionner assez largement le marché français. En résumé, j'espère qu'au cours de la campagne qui commence nos approvisionnements en sulfate de cuivre atteindront environ 45 à 47,000 tonnes, chiffre au moins égal à la quantité utilisée durant la campagne précédente.

Je tiens à faire cette déclaration pour rassurer les viticulteurs.

Le sulfate de cuivre, j'ai lieu de le croire, ne nous fera pas défaut cette année. Un certain nombre d'acheteurs reçoivent en ce moment du sulfate acheté dès l'automne dernier.

Je poursuis les pourparlers avec le gouvernement anglais pour obtenir sur les mois d'avril, mai et juin une nouvelle exportation de 8,000 à 10,000 tonnes. Si cette fourniture venait à être arrêtée — ce que j'espère ne se produira pas — ce serait à la suite de circonstances indépendantes de la volonté du Gouvernement. Et si nous obtenons satisfaction, nos besoins seront couverts.

M. Millès-Lacroix. Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que les intermédiaires contre lesquels M. le ministre de l'intérieur mène une très vive campagne, peuvent également accaparer le sulfate de cuivre?

M. le ministre. Vous parlez des intermédiaires!

Je veux, en quelques mots, m'expliquer à ce sujet. Comme mon collègue M. Clémentel, j'ai dû me faire un peu commerçant. Dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons, qui pourrait me faire le reproche d'être sorti de mon rôle dans l'intérêt même du pays?

Je me suis donc occupé de la question des intermédiaires à l'égard des viticulteurs, et voici ce que j'ai fait. J'ai conclu un arrangement avec les maisons productrices de sulfate de cuivre, notamment avec une grande firme de Bordeaux. J'étais en droit, comme je facilitais à ces usines, avec le concours du ministère de la guerre, la fourniture d'une partie de leurs matières premières, de discuter avec elles la fixation des prix.

Je suis arrivé ainsi à des réductions qui, sans doute, n'ont pas été aussi grandes que je l'aurais voulu, mais qui cependant sont très appréciables surtout si on les rapproche des cours actuels. J'ai traité, en effet, au prix de 123 fr., alors qu'en Angleterre les sulfates valent aujourd'hui près de 150 fr.

M. Millès-Lacroix. Mais on ne pouvait plus en avoir, à ce prix.

M. le ministre. Le stock de 8,000 tonnes offert à 123 fr. a été en effet épuisé rapidement. Mais, des négociations immédiatement

engagées, ont assuré la fourniture de sulfate anglais au taux de 136 fr. le quintal.

M. Milliès-Lacroix. On ne peut plus en avoir non plus à ce prix !

M. le ministre. Une grande partie des viticulteurs se sont ainsi approvisionnés ; les autres, venus les derniers, se sont trouvés en présence de prix plus élevés. Des précautions s'imposaient pour la répartition du sulfate de cuivre négocié au prix de 123 fr. Cette opération a été faite, sous la surveillance du directeur des services agricoles de la Gironde, de la façon la plus équitable.

Les acheteurs furent classés en trois catégories :

La première, comprenant les grands syndicats ou groupements viticoles pour lesquels les demandes furent réduites de moitié environ parce qu'ils auraient absorbé tout le disponible si on avait voulu leur livrer la totalité de leurs commandes. En second lieu, venaient les négociants ou intermédiaires auxquels il ne fut accordé que les trois huitièmes de leurs demandes. La troisième catégorie était celle des petites sociétés viticoles qui furent entièrement servies. Telles sont, messieurs, les mesures que j'ai prises et je crois qu'il était difficile de faire mieux.

M. Milliès-Lacroix. Vos observations sont très intéressantes.

M. le ministre. Le Gouvernement, je tiens à le répéter, est peut-être sorti de son rôle, en traitant comme l'aurait fait un commerçant ; mais j'estime qu'en agissant ainsi il n'a pas manqué à son devoir (*Très bien ! très bien !*) ; car il n'avait en vue que l'intérêt de l'agriculture et celui du pays. (*Marques d'approbation.*)

M. Paul Strauss. En temps de guerre, le Gouvernement doit prendre toutes les responsabilités.

M. le ministre. C'est dans le même esprit que j'ai engagé des négociations avec l'Angleterre pour obtenir les prix les meilleurs et les envois les plus rapides. Il ne faut pas se dissimuler que l'Angleterre est très sollicitée, pour les fournitures de sulfates, par l'Italie, par le Portugal, par la Russie, par l'Espagne, par la Roumanie, et nous devons considérer comme un succès d'avoir reçu, même par envois fractionnés, des quantités de ce produit qui représentent en somme le maximum de ce qu'il nous était permis d'espérer.

Le mois dernier, l'Angleterre nous a envoyé 3,800 tonnes.

Elle se proposait de réduire ses exportations à destination de la France à 1,000 tonnes par mois, d'avril à juin, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour augmenter ces expéditions. 8,000 à 10,000 tonnes sont encore nécessaires pour compléter notre approvisionnement. Nous poursuivons nos efforts pour que cette quantité nous soit attribuée.

Vous comprenez que, dans ces conditions, il serait téméraire de songer à appliquer la taxation au sulfate de cuivre. Si l'on taxait ce produit, l'importation en serait arrêtée. Notre fournisseur cesserait ses expéditions pour les diriger vers l'Italie, le Portugal et les autres pays qui consomment des sulfates anglais.

Sous le bénéfice de ces observations, j'accepte la mesure proposée comme une arme défensive dont je pourrai avoir besoin, non pas aujourd'hui mais peut-être demain.

Il me paraît, au surplus, qu'après les votes que vous avez émis, vous devez logiquement accepter la taxation des engrais commerciaux.

Puisque vous l'avez admise pour les produits agricoles, il ne me paraît pas possible que vous la refusiez pour les matières premières dont se servent les agriculteurs. On

ne peut pas taxer leurs produits et leur enlever les moyens de se défendre contre les prétentions excessives des fournisseurs d'engrais. Dans ces conditions, m'inspirant de sentiments d'équité, de mesure et de sagesse, je demande au Sénat de vouloir bien voter la proposition en discussion. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je mets aux voix la taxation des « engrais commerciaux, sulfate de cuivre et soufre ».

(Le Sénat a adopté.)

M. le président. A la suite de l'énumération des substances et denrées dont le Sénat a voté la taxation, la commission présente la disposition additionnelle suivante proposée par MM. Chéron, Flandin, Boivin-Champeaux, Peyronnet, Petitjean, Cauvin, Milliès-Lacroix, Ordinaire, Charles Dupuy, Hubert, Maurice Faure, Cordelet, Monnier, Morel, Doumer, de Selves, Beaupin, Girard, Mascouraud.

« Dans la zone des opérations, les généraux commandant les armées pourront, dans les territoires soumis à leur commandement, taxer toutes denrées alimentaires destinées à la consommation des militaires, même si elles ne sont pas prévues au présent article. »

La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Je ne crois pas, messieurs, qu'il soit nécessaire de justifier par des commentaires l'article additionnel que nous avons déposé. Il s'agit d'atteindre les tristes personnages qui, depuis le début des hostilités, ne craignent pas de faire leur fortune d'une manière scandaleuse au détriment de nos braves soldats. (*Très bien ! très bien !*) Nous voulons remettre à l'autorité militaire les pouvoirs de taxation les plus rigoureux, les plus étendus, quand il s'agit de denrées alimentaires destinées aux soldats, même si elles ne sont pas comprises dans l'énumération limitative que vous venez de voter. La commission ayant accepté notre amendement, je me suis levé uniquement pour la remercier. (*Très bien ! très bien !*)

M. le ministre de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Messieurs, je rends hommage au sentiment qui a incité M. Chéron et ses collègues à déposer leur amendement sentiment qui est commun à tous les membres du Parlement. Il faut frapper les exploités, les ravitailleurs et les mercantis qui se trouvent dans la zone des armées (*Très bien !*), il ne faut pas leur permettre d'exploiter plus longtemps nos soldats. Je me permettrai simplement de signaler que l'amendement de M. Chéron ne résout pas le problème dans son intégralité. M. Chéron dit : « dans la zone des opérations », et il ajoute : « les commandants d'armée pourront taxer toutes denrées alimentaires destinées à la consommation des militaires ».

Messieurs, si vous limitez à la seule zone des opérations le droit de taxation à conférer aux commandants d'armée ; si, d'autre part vous excluez de la protection légale la population civile si intéressante, demeurée à son foyer, prenez garde d'énoûsser par avance l'arme que vous voulez confier aux chefs militaires.

A l'heure actuelle, que se passe-t-il ? Emus du danger que faisaient courir aux troupes les mercantis et les ravitailleurs, certains commandants d'armée, d'accord, je dois le dire, avec quelques préfets, ont taxé dans certaines régions de la zone des armées les denrées qui étaient vendues à un prix trop élevé.

Vous me direz que ces arrêtés étaient sans base légale ; c'est la vérité, et c'est pourquoi, dans la discussion générale, je m'étais permis d'insister pour demander le

droit général de taxation, et cela dans le double intérêt de la population civile et de nos soldats. Mais, tout de même, ces arrêtés existent, en voici un qui a été signé par un préfet et approuvé par le général commandant l'armée, M. de Langlé de Cary, qui est ainsi conçu :

« Considérant qu'à l'aide des circonstances actuelles que nous traversons, des spéculations sont faites sur des denrées de première nécessité, spéculations ayant tout le caractère d'opérations d'accaparement ou autres manœuvres illicites, en vue de provoquer une hausse artificielle et progressive du prix de ces denrées ;

« Considérant que ces agissements ont, à l'heure présente, une gravité particulière, puisqu'ils tendent à entraver le ravitaillement de nos armées et à compromettre celui de la population civile ;

« Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt général, de prendre des dispositions protectrices dans le but de faciliter l'alimentation de la population civile qui a supporté toutes les charges de la guerre après les désastres de l'invasion ;

« Considérant qu'il y a lieu de sauvegarder aussi bien les intérêts des consommateurs que des commerçants :

« Vu l'avis de M. le général commandant l'armée ;

« Arrêtons etc. »

Suit la liste de ces denrées et leurs prix.

Or, si le Sénat accepte le texte qui lui est proposé, il vous apparaîtra que la taxation est strictement limitée à la zone des opérations, et pour les denrées destinées aux troupes.

Par là même, voyez ce que vont devenir ces arrêtés de taxation analogues à celui dont je viens de donner lecture : ils n'avaient jusqu'à présent aucune base légale, mais ils s'imposaient comme le prélude de la réglementation générale réclamée par le commandant en chef ; à la suite du vote que l'on vous demande, ils vont se trouver frappés de caducité.

Messieurs, le Sénat n'a pas voulu nous suivre lorsque nous lui demandions la taxation générale dans toute la France.

Au moins, puisqu'il est décidé à réagir puisqu'il accepte de mettre nos combattants à l'abri des manœuvres des mercantis, qu'il nous donne un texte qui, s'étendant à toute la zone des armées, soit la nécessaire sauvegarde et de nos soldats et de nos populations civiles.

J'ai confiance, messieurs, que le Sénat, se rangeant à cette suggestion, acceptera un texte de nature à mettre toute la zone des armées sous la protection de la loi. (*Très bien ! très bien !*)

M. Brindeau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brindeau.

M. Brindeau. Messieurs, je demande au Sénat de bien vouloir maintenir la rédaction de M. Chéron et de ses collègues.

Voici pourquoi : il y a des départements, qui se trouvent situés dans la zone des armées, mais dans des conditions tout à fait spéciales, étant donné leur éloignement de la zone des opérations. Tel est le cas du département de la Seine-Inférieure, dont certaines parties et plusieurs villes de première importance sont situées jusqu'à 100, 150 et 160 kilomètres du théâtre des hostilités.

Pourquoi ce département a-t-il été placé dans la zone des armées ?

Principalement pour des raisons de police et de surveillance. En effet, les deux grands ports de Rouen et du Havre sont les principales bases d'arrivage de l'armée anglaise ; d'autre part, une partie du front de mer de la Seine-Inférieure exigeant une surveillance particulière, ses eaux territoriales doivent

être infestées par les sous-marins allemands.

En plaçant le département de la Seine-Inférieure dans la zone des armées on rend possibles certaines mesures de sécurité concernant, par exemple, la surveillance des étrangers, les laissez-passer, la circulation des automobiles, etc., mesures auxquelles ne sont point soumis les départements situés dans la zone de l'intérieur.

Mais, en réalité, la situation d'un département ainsi placé est toute différente de celle de territoires situés dans ou à proximité de la zone des opérations.

Je sais bien qu'il existe des dépôts dans ces départements. Mais il y en a partout, même dans l'intérieur, dépôts non seulement de troupes françaises, mais aussi de troupes anglaises et belges. Par exemple, dans le Calvados, à Caen il y a une garnison belge très importante, Honfleur en possède une également.

Si l'on voulait donner au généralissime le droit, d'agir au point de vue de la taxation dans tous les endroits où stationnent des troupes, il faudrait étendre ce pouvoir à tout le territoire; il faudrait, en réalité, englober dans la zone des armées tout le territoire; ce serait excessif et inadmissible.

En réalité, une région aussi distante du front que celle de la Seine-Inférieure est, au point de vue de la surtaxe, assimilable à la zone de l'intérieur.

Il me semble évident que, dans ces conditions, le préfet, dans ce département sera seul véritablement qualifié et renseigné pour taxer les denrées qui doivent être vendues, soit à la population militaire, soit à la population civile; le général en chef et les généraux d'armées n'auraient point à leur disposition les éléments nécessaires pour établir cette taxation, alors que le préfet les posséderait et pourra se rendre compte, sur place, de tous les faits intéressant la taxation.

J'ajoute qu'à la distance du front où sont placées les régions et les villes dont je viens de parler, on ne rencontre que des commerçants ordinaires et établis sur place et non tous ces mercantis, tous ces trafiquants qu'a fiétrés tout à l'heure M. le ministre de l'intérieur.

Tant au point de vue de la population civile qu'en ce qui touche les militaires, il y aurait donc un très grave inconvénient à faire passer le droit de taxation du préfet au général en chef et aux généraux d'armées auxquels manqueraient tous les éléments d'appréciation.

C'est pourquoi je demande au Sénat de vouloir bien adopter purement et simplement le texte de M. Chéron. (*Très bien!*)

M. Henry Chéron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. Messieurs, M. le ministre de l'intérieur a fait observer qu'il existe, à l'heure actuelle, des arrêtés pris par les généraux, mais qui sont dépourvus de toute base légale. C'est la meilleure justification du texte que nous venons de soumettre à l'approbation du Sénat.

En second lieu, M. le ministre a exprimé la crainte que nous n'ayons trop limité la zone dans laquelle seront appliquées les dispositions que nous vous demandons de voter et que nous avons appelée « zone des opérations ». Nous avons entendu désigner, par cette expression, à la fois la zone de l'avant proprement dite, et la zone des étapes, qui comprend les services de l'arrière. Nous n'avons pas employé l'expression « zone des armées », qui comprend un certain nombre de villes de l'intérieur.

L'intention des auteurs de la disposition supplémentaire — car je ne l'ai pas signée seul et il ne m'appartient pas de modifier

la pensée de mes collègues — est donc de comprendre, dans ce terme général de « zone des opérations », à la fois les services de l'avant et les services des étapes.

En troisième lieu, un de nos collègues a fait observer tout à l'heure que le mot de « denrées » était peut-être insuffisant et qu'il fallait y ajouter le mot « boissons ». Nous sommes tout à fait de cet avis.

Enfin, M. le ministre de l'intérieur a dit qu'il fallait se préoccuper de la population civile et que les préfets avaient déjà pris des mesures. Je ne fais personnellement aucune objection à ce que cette situation soit l'objet d'un examen spécial. Mais, pour le moment, je me place au point de vue des denrées et des boissons achetées par les militaires dans la zone que nous venons de déterminer et pour lesquels le pouvoir de taxation appartiendra aux généraux commandant les armées, dans les territoires de leur commandement.

Cela me paraît parfaitement clair et sans aucune contradiction avec ce que vient de dire M. le ministre de l'intérieur.

J'ajoute, étant donné que tout le monde est d'accord sur le principe de cette proposition — et en vérité, il ne peut y avoir de désaccord — que, s'il ne s'agit, pour tenir compte des observations qui viennent d'être échangées, que d'une mise au point de la rédaction, je me prêterai très volontiers au renvoi de notre disposition à la commission: tout le monde est d'avis de combattre les mercantis, qui ne sont dignes d'aucun intérêt. Il s'agira seulement, par le texte définitif, de prendre les mesures nécessaires pour les atteindre aussi rigoureusement que possible. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. La parole est à M. le président de commission.

M. le président de la commission. Comme suite aux observations qui viennent d'être présentées, la commission demande que l'article 1^{er} lui soit renvoyé. (*Adhésion.*)

M. le président. Le renvoi est de droit. S'il n'y a pas d'opposition, la suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. (*Assentiment.*)

8. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

Voix nombreuses. A demain!

M. de Lamarzelle. Je ne fais pas opposition à la séance de demain, mais je demande que les projets qui figuraient à la suite de l'ordre du jour, après la taxation des denrées et celle des charbons, n'y soient pas maintenus.

M. Aimond. Nous sommes d'accord. Si je demande au Sénat de vouloir bien tenir séance demain, c'est pour terminer rapidement la loi sur les taxations de denrées, et voter le projet de taxation sur les charbons qu'il est indispensable de transmettre d'urgence à la Chambre des députés. M. le ministre des travaux publics a besoin d'être armé pour négocier sur des bases équitables avec la Grande-Bretagne, et mettre un terme à la hausse excessive du prix des charbons. (*Approbat.*)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le Sénat se réunira demain samedi 15 avril, en séance publique, à deux heures, avec l'ordre du jour suivant:

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1^o à ajourner les opérations de révision des listes électorales pour 1916; 2^o à proroger les pouvoirs des conseils municipaux; 3^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la première série; 4^o à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires;

Suite de la discussion du projet de loi,

adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la répartition et le prix des charbons.

Il n'y a pas d'observation?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Personne ne demande plus la parole?...

Le séance est levée.

(La séance est levée à six heures et demie.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1914 et ainsi conçu:

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse. »

901. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 avril 1916, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre qu'un soldat qui a perdu deux doigts de la main gauche soit réformé n^o 1 avec gratification de réforme et quel recours lui est ouvert en cas de refus.

902. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 avril 1916, par M. Gomot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les demandes en vue de suivre les pelotons, adressées par voie hiérarchique par des élèves E. O. R. regus et démissionnant afin de partir au front, ne soient par arrêtées par certains chefs.

Ordre du jour du samedi 15 avril.

A deux heures, séance publique:

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1^o à ajourner les opérations de révision des listes électorales pour 1916; 2^o à proroger les pouvoirs des conseillers municipaux; 3^o à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la première série; 4^o à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires. (N^{os} 148 et 160, année 1916. — M. Catalogne, rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la taxation des denrées et des substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage. (N^{os} 414, année 1915, et 28, année 1916, et *a*, nouvelle rédaction. — M. Perchot, rapporteur, et n^{os} 97, et 141, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Aimond, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la

répartition et le prix des charbons. (Nos 15 et 132, année 1916. — M. Perchot, rapporteur, et n° 144, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Aimond, rapporteur.)

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du jeudi 13 avril 1916 (Journal officiel du 18 avril).

Page 308, 2^e colonne, 65^e ligne.

Au lieu de :

« Peuvent être admis également... ».

Lire :

« Peuvent également être admis... ».

Page 316, 2^e colonne, 11^e ligne, par le bas,

Au lieu de :

« ... j'invite le Sénat à faire à cette dernière un sort différent... ».

Lire :

« ... j'invite le Sénat à ne pas faire à cette dernière un sort différent... ».

Annexes au procès-verbal de la séance du 14 avril 1916.

SCRUTIN

Sur la taxation des œufs.

Nombre des votants.....	245
Majorité absolue.....	123
Pour l'adoption.....	118
Contre.....	127

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Astier. Aunay (d'). Barbier (Léon). Beaupin. Beauvisage. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Bonnefoy-Sibour. Bourgeois (Léon). Butterlin. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Chastenot (Guillaume). Chautemps (Emile). Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumergue (Gaston). Fagot. Fiquet. Flaissières. Forsans. Freycinet (de). Gauthier. Genoux. Gérard (Albert). Gervais. Gouzy. Goy. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Hayez. Henry Bérenger. Herriot. Hubert (Lucien). Humbert (Charles). Jouffray. La Batut (de). Langenhagen (de). Latappy. Le Hérisse. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Loubet (J.). Lucien Cornet. Magny. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Méline. Mercier (Jules). Milliès-Lacroix. Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Murat. Nègre. Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Pérès. Peyrot (J.-J.). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Ponteille. Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Régismanset. Rey (Emile). Reymoneng. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Rivet (Gustave). Rouby. Rousé. Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Savary. Simonet. Steeg (T.). Thiéry (Laurent). Thounens. Trouillot (Georges). Trystram. Vacherie. Vallé. Vieu. Vilar (Edouard). Ville.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Amic. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdel (général). Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Béjarry (de). Bellhomme. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Cabart-Danneville. Cauvin. Charles-Dupuy. Chaumié. Chauveau. Chéron (Henry). Colin (Maurice). Cordelet. Courcel (baron de). Crépin. Cuvinot. Daniel. Darbot. Delahaye (Dominique). Denoix. Doumer (Paul). Dupont. Dupuy (Jean). Elva (comte d'). Empereur. Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Fortin. Gabrielli. Galup. Gauvin. Gavini. Genet. Gentilliez. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gravin. Grosdidier. Guillier. Guillo-teaux. Guingand. Halgan. Hervey. Huguet. Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). Knight. Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Legios. Lemarié. Le Roux (Paul). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Lourties. Maillard. Marcère (de). Martell. Martinet. Mascle. Mazière. Mercier (général). Merlet. Milan. Milliard. Mir (Eugène). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Noël. Ordinaire (Maurice). Penanros (de). Perchot. Perreau. Petitjean. Pichon (Louis). Poisson. Pontbriand (du Breil, comte de). Ratier (Antony). Réal. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Riboisière (comte de la). Riotteau. Riou (Charles). Rouland. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Sauvan. Selves (de). Servant. Surreaux. Tournon. Viger. Villiers. Vinet. Viseur.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Bonnelat. Bussière. Daudé. Dehove. Devins. Dron. Dubost (Antoin). Ermant. Henri (Michel). Menier (Gaston). Peschaud Philipot. Potié. Poulle. Séblin. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire. Estournelles de Constant (d'). Gaudin-de-Villaine. Peytral. Sabaterie. Tréveneuc (comte d').

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	245
Majorité absolue.....	123
Pour l'adoption.....	114
Contre.....	131

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la taxation de la margarine.

Nombre des votants.....	234
Majorité absolue.....	118
Pour l'adoption.....	142
Contre.....	92

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Astier. Aunay (d'). Barbier (Léon). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Bellhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Brager de La Ville-Moysan. Bussière. Butterlin. Cannac. Castillard. Catalogne. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Cordelet. Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Darbot. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Dupuy (Jean). Fagot. Faisans. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Flandin (Etienne). Forsans. Freycinet (de). Galup. Gauthier. Gauvin. Genet. Genoux. Gérard (Albert). Gervais Girard (Théodore). Gouzy. Goy. Gravin. Grosjean. Guillemaut. Guillier. Hayez. Henry Bérenger. Hubert (Lucien). Jouffray. Kérouartz (de). La Batut (de). Langenhagen (de). Latappy. Lebert. Legios. Le Hérisse. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lucien Cornet. Magny. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Mercier (général). Mercier (Jules). Milan. Milliès-Lacroix. Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Marcel (Jean). Murat. Nègre. Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Pérès. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poisson. Poulle. Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Rey (Emile). Reynald. Ribière. Richard. Rivet (Gustave). Rouby. Rousé. Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Savary. Simonet. Steeg (T.). Thiéry (Laurent). Thounens. Trouillot (Georges). Trystram. Vacherie. Vallé. Vieu. Vilar (Edouard). Ville.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Amic. Aubry. Audren de Kerdel (général). Baudet (Louis). Béjarry (de). Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Boudenoot. Bourganel. Brindeau. Cabart-Danneville. Capéran. Cazeneuve. Colin (Maurice). Courcel (baron de). Crépin. Cuvinot. Daniel. Daudé. Delahaye (Dominique). Develle (Jules). Doumer (Paul). Dupont. Elva (comte d'). Empereur. Fabien-Cesbron. Farny. Fortin. Gavini. Gentilliez. Goirand. Guérin (Eugène). Guillo-teaux. Guingand. Halgan. Herriot. Hervey. Humbert (Charles). Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Kéranflec'h (de). Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Leblond. Lemarié. Le Roux (Paul). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lourties. Maillard. Marcère (de). Martell. Martinet. Mascle. Menier (Gaston). Merlet. Milliard. Mir (Eugène). Monnier. Monsservin. Mougeot. Mulac. Noël. Penanros (de). Perchot. Peschaud. Philippot. Pichon (Louis). Pontbriand (du Breil, comte de). Ponteille. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Reymoneng. Riboisière (comte de la). Riotteau. Riou (Charles). Rouland. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Sauvan. Selves (de). Servant. Tournon. Vidal de Saint-Urbain. Viger. Villiers. Vinet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Bourgeois (Léon). Cauvin. Combes.

Dehove. Devins. Doumergue (Gaston).
Dron. Dubost (Antonin).
Ermant.
Fleury (Paul).
Gabrielli. Gomot. Grosdidier.
Henri Michel. Huguet.
Jonnart.
Knight.
Méline.
Perreau.
Potté.
Ribot.
Séblin. Surreaux.
Vermorel. Viseur. Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE
comme s'étant excusé de ne pouvoir assister
à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire.
Estournelles de Constant (d').
Gaudin de Villaine.
Peytral.
Sabaterie.
Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient
été de :

Nombre des votants.....	249
Majorité absolue.....	125
Pour l'adoption.....	119
Contre.....	100

Mais, après vérification, ces nombres ont été
rectifiés conformément à la liste de scrutin
ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la taxation des huiles comestibles.

Nombre des votants.....	220
Majorité absolue.....	111
Pour l'adoption.....	130
Contre.....	90

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Astier.
Aunay (d').
Barbier (Léon). Beaupin. Beauvisage. Bepmale.
Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Bonnefoy-
Sibour. Bourgeois (Léon). Bussière. Butterlin.
Cannac. Castillard. Catalogne. Cazeneuve.
Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy.
Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps
(Emile). Chéron (Henry). Clémenceau. Codet
(Jean). Combes. Courrégolouge. Couyba.
Crémieux (Fernand).
Darbot. Debierre. Decker-David. Defumade.
Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). De-
noix. Destieux-Junca. Doumergue (Gaston).
Dupuy (Jean).
Fagot. Faisans. Félix Martin. Fenoux.
Flaissières. Flandin (Etienné). Forsans.
Freycinet (de).
Galup. Gauthier. Gauvin. Genet. Ge-
noux. Gérard (Albert). Gervais. Girard
(Théodore). Gouzy. Goy. Gravin. Gros-
jean. Guillemaut. Guillier.
Hayez. Henry Béranger. Herriot. Hubert
(Lucien).
Jeanneney. Jouffray.
La Batut (de). Langenhagen (de). Latappy.
Lebert. Le Hérisse. Leygue (Honoré). Leygue
(Raymond). Lintilhac (Eugène). Loubet (J.).
Lucien Cornet.
Magny. Mascuraud. Maureau. Maurice
Faure. Mazière. Méline. Mercier (général).
Mercier (Jules). Milan. Millès-Lacroix. Mol-
lard. Monfeullart. Monis (Ernest). Murat.
Nègre.
Ournac.
Paul Strauss. Pédebidou. Petitjean. Pey-
rot (J.-J.). Pichon (Stéphen). Pic-Paris.
Poirrier. Poirson. Ponteille.
Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Régis-

manset. Rey (Emile). Reymonenq. Ribière.
Ribot. Richard. Rivet (Gustave). Rouby.
Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice).
Savary. Simonet Steeg (T.).
Thiery (Laurent). Thounens. Trouillot (Geor-
ges). Trystram.
Vacherie. Vallé. Vieu. Ville.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Aïmond. Amic. Aubry. Audiffred.
Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Belhomme.
Bérard (Alexandre). Blanc. Bodinier. Boivin-
Champeaux. Bollet. Bony-Cisternes. Boucher
(Henry). Boudenoot. Bourganet. Brager de La
Ville-Moysan. Brindeau.
Cabart-Danneville. Capéran. Cauvin. Chau-
veau. Cordelet. Crépin. Cuvinot.
Delahaye (Dominique). Develle (Jules). De-
vins.
Empereur.
Fabien-Cesbron. Farny. Fiquet. Fleury
(Paul). Fortin.
Gavini. Goirand. Gomot. Grosdidier. Gué-
rin (Eugène). Guingand.
Henri Michel. Hervey.
Jonnart.
Knight.
Las Cases (Emmanuel de). Leblond. Leglos.
Lemarié. Lhopiteau. Limouzain-Laplanche.
Lourties.
Marcère (de). Martell. Martin (Louis).
Martinet. Mascle. Merlet. Milliard. Mir
(Eugène). Monnier. Monsservin. Morel (Jean).
Mougeot. Mulac.
Ordinaire (Maurice).
Pams (Jules). Penanros (de). Pérès. Per-
reau. Pichon (Louis).
Ratier (Antony). Réal. Renaudat. Réveil-
laud (Eugène). Reynald. Riotteau. Rouland.
Rousé.
Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de).
Sauvan. Selves (de). Surreaux.
Touren.
Vermorel. Viger. Vilar (Edouard). Vil-
liers. Vinet. Viseur.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin.
Audren de Kerdel (général).
Béjarry (de). Bonnelat.
Colin (Maurice). Courcel (baron de).
Daniel. Daudé. Dehove. Doumer (Paul).
Dron. Dubost (Antonin). Dupont.
Elva (comte d'). Ermant.
Gabrielli. Gentilliez. Guilloteaux.
Halgan. Huguet. Humbert (Charles).
Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier.
Kéranlec'h (de). Kérouartz (de).
Lamarzelle (de). Larère. Le Roux (Paul).
Limon.
Maillard. Menier (Gaston).
Noël.
Perchot. Peschaud. Philipot. Pontbriand
(du Breil, comte de). Potté. Poulle.
Riboisière (comte de la). Riou (Charles).
Séblin. Servant.
Vidal de Saint-Urbain. Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister
à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire. Estournelles de Constant (D.).
Gaudin de Villaige.
Peytral.
Sabaterie.
Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été
de :

Nombre des votants.....	234
Majorité absolue.....	118
Pour l'adoption.....	135
Contre.....	99

Mais, après vérification, ces nombres ont été
rectifiés conformément à la liste de scrutin
ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la taxation des légumes frais.

Nombre des votants.....	250
Majorité absolue.....	126

Pour l'adoption.....	111
Contre.....	139

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Albert Peyronnet. Astier.
Aunay (d').
Barbier (Léon). Beaupin. Beauvisage.
Bepmale. Bersez. Bidault. Bienvenu Martin.
Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bourgeois (Léon).
Bussière.
Cannac. Castillard. Catalogne. Cazeneuve.
Chapuis. Charles Chabert. Chautemps (Emile).
Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet
(Jean). Combes. Couyba. Crémieux (Fernand).
Darbot. Debierre. Decker-David. Defu-
made. Delhon. Dellestable. Deloncle (Char-
les). Destieux-Junca. Develle (Jules). Dou-
mergue (Gaston).
Fagot. Faisans. Félix Martin. Flaissières.
Forsans Freycinet (de).
Gauthier. Genoux. Gérard (Albert). Gervais.
Gouzy. Goy. Guillemaut.
Hayez. Henry Béranger. Herriot. Hubert
(Lucien).
Jeanneney. Jouffray.
Langenhagen (de). Latappy. Le Hérisse.
Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lin-
tilhac (Eugène). Loubet (J.). Lucien Cornet.
Magny. Martin (Louis). Mascuraud. Mau-
reau. Maurice Faure. Mazière. Méline.
Mercier (Jules). Mollard. Monfeullart. Murat.
Nègre.
Ournac.
Paul Strauss. Pédebidou. Pérès. Petitjean.
Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Pon-
teille.
Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Régis-
manset. Rey (Emile). Reymonenq. Reynald.
Ribière. Ribot. Richard. Rivet (Gustave).
Rouby.
Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice).
Savary. Simonet. Steeg (T.).
Thiery (Laurent). Trouillot (Georges).
Trystram.
Vacherie. Vallé. Vieu. Ville.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Aïmond. Amic. Aubry. Audiffred.
Audren de Kerdel (général).
Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Béjarry (de).
Belhomme. Bérard (Alexandre). Blanc. Bodin-
nier. Boivin-Champeaux. Bonnelat. Bony-Cis-
ternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bour-
ganet. Brager de La Ville-Moysan. Brindeau.
Butterlin.
Cabart-Danneville. Capéran. Charles-Dupuy.
Chastenet (Guillaume). Chaumié. Colin
(Maurice). Cordelet. Courcel (baron de). Courré-
gelouge. Crépin. Cuvinot.
Daniel. Daudé. Delahaye (Dominique).
Denoux. Devins. Doumer (Paul). Dupont. Du-
puy (Jean).
Elva (comte d'). Empereur.
Fabien-Cesbron. Farny. Fenoux. Fiquet.
Flandin (Etienné). Fleury (Paul). Fortin.
Galup. Gauvin. Gavini. Genet. Gentilliez.
Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gravin.
Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guil-
lier. Guilloteaux. Guingand.
Halgan. Henri Michel. Hervey. Huguet.
Humbert (Charles).
Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jon-
nart.
Kéranlec'h (de). Kérouartz (de).
La Batut (de). Lamarzelle (de). Larère.
Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond.
Leglos. Lemarié. Le Roux (Paul). Lhopiteau.
Limon. Limouzain-Laplanche. Lourties.
Maillard. Marcère (de). Martell. Martinet.
Mascle. Menier (Gaston). Mercier (général).
Merlet. Milan. Milliard. Mir (Eugène).
Monis (Ernest). Monnier. Monsservin.
Mougeot. Mulac.
Noël.
Ordinaire (Maurice).
Pams (Jules). Penanros (de). Perchot. Per-
reau. Peschaud. Peyrot (J.-J.). Philipot. Pi-
chon (Louis). Poirson. Pontbriand (du Breil,
comte de).

Ratier (Antony). Réal. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Riboisière (comte de la). Riotteau. Riou (Charles). Rouland. Rousé.
Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Sauvan. Selves (de). Servant. Surreaux. Thounens. Touron.
Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d') prince d'Hénin. Cauvin. Dehove. Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Gabrielli. Knight. Millès-Lacroix. Morel (Jean). Potié. Poulle. Séblin. Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire. Estournelles de Constant (d'). Gaudin de Villaine. Peytral. Sabaterie. Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	252
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	112
Contre.....	140

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la taxation des légumes secs.

Nombre des votants.....	203
Majorité absolue.....	102
Pour l'adoption.....	147
Contre.....	56

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aunay (d'). Barbier (Léon). Beaupin. Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bourgeois (Léon). Bussière. Butterlin.
Cannac. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Charles Chabert. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Couyba. Crémieux (Fernand). Darbot. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Destieux-Junca. Develle (Jules). Doumergue (Gaston). Fagot. Faisans. Fiquet. Flaissières. Forsans. Fortin. Freycinet (de). Gauthier. Genet. Genoux. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Hayez. Henry Bérenger. Herriot. Hubert (Lucien). Humbert (Charles). Jeanneney. Jouffray.
La Batut (de). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Latappy. Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.
Magny. Martin (Louis). Mascuraud. Maureau. Maurice-Faure. Mazière. Méline. Mercier (général). Mercier (Jules). Milan. Mil-

lès-Lacroix. Mollard. Monfeuillart. Morel (Jean). Murat.

Nègre. Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Petitjean. Peyrot (J.-J.). Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Pouteille. Poulle.
Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Rey (Emile). Reymoncq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rousé.
Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Servant. Simonet. Steeg. (T.) Surreaux.
Thiery (Laurent). Trouillot (Georges). Trystram.
Vacherie. Vallé. Vieu. Ville. Villiers.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Almond. Aubry. Audiffred. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Béjarry (de). Bonnelat. Bony-Cisternes. Bourganet. Cabart-Danneville. Capéran. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Colin (Maurice). Courcel (baron de). Courrégelongue. Daudé. Denoix. Devins. Doumer (Paul). Dupuy (Jean). Empereur. Fenoux. Fleury (Paul). Galup. Gauvin. Gentiliez. Guérin (Eugène). Guingand. Halgan. Hervey. Lebert. Le Roux (Paul). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Marcère (de). Martell. Martinet. Maselo. Monis (Ernest). Mounier. Mougeot. Perchot. Perreau. Peschaud. Philippot. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Saint-Germain. Selves (de). Thounens. Touron. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vinet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d') prince d'Hénin. Audren de Kerdel (général). Bérard (Alexandre). Bodinier. Boivin-Champeaux. Boucher (Henri). Boudenoot. Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Chapuis. Cordelet. Crépin. Cuvinot. Daniel. Dehove. Delahaye (Dominique). Dron. Dubost (Antonin). Dupont. Elva (comte d'). Ermant. Fabien - Cesbron. Farny. Félix Martin. Flandin (Etienne). Gabrielli. Gavini. Gomot. Henri Michel. Huguet. Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jonnart. Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). Knight. Larère. Las Cases (Emmanuel de). Leblond. Limon. Maillard. Menier (Gaston). Merlet. Milliard. Mir (Eugène). Monsservin. Mulac. Noël. Pérès. Pontbriand (du Breil, comte de). Potié. Ratier (Antony). Riboisière (comte de la). Riotteau. Rouland. Saint-Quentin (comte de). Séblin. Viger. Vilar (Edouard). Viseur. Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE
comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire. Estournelles de Constant (d'). Gaudin de Villaine. Peytral. Sabaterie. Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	222
Majorité absolue.....	112
Pour l'adoption.....	157
Contre.....	65

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur la taxation des vins ordinaires.

Nombre des votants.....	248
Majorité absolue.....	125
Pour l'adoption.....	71
Contre.....	177

Le Sénat n'a pas adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilon. Astier. Barbier (Léon). Bersez. Bourgeois (Léon). Butterlin. Cannac. Cauvin. Chapuis. Charles Chabert. Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Couyba. Darbot. Debierre. Defumade. Dellestable. Deloncle (Charles). Doumergue (Gaston). Fagot. Fiquet. Flaissières. Freycinet (de). Genoux. Gérard (Albert). Gervais. Grosjean. Guillemaut. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Hubert (Lucien). Jeanneney. Jouffray. Langenhagen (de). Latappy. Le Hérisse. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Magny. Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Méline. Mollard. Monfeuillart. Murat. Paul Strauss. Pédebidou. Pichon (Stéphen). Poirrier. Poirson. Ranson. Raymond (Haute-Vienne). Régismanset. Ribot. Richard. Rivet (Gustave). Rouby. Rousé. Saint-Romme. Simonet. Steeg. Thiery (Laurent). Trouillot (Georges). Trystram. Vacherie. Vallé. Vieu. Ville.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Albert Peyronnet. Amic. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdel (général). Aunay (d'). Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henri). Boudenoot. Bourganet. Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Cabart-Danneville. Capéran. Castillard. Catalogne. Cazeneuve. Charles Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Colin (Maurice). Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot. Daniel. Daudé. Decker-David. Delahaye (Dominique). Delhon. Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Dupont. Dupuy (Jean). Elva (comte d'). Empereur. Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Gentiliez. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Goy. Gravin. Grosdidier. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand. Halgan. Herriot. Hervey. Huguet. Humbert (Charles). Jaille (vice-amiral de la). Jénouvrier. Jonnart. Knight. La Batut (de). Lamarzelle (de). Larère. Las Cases (Emmanuel de). Lebert. Leblond. Leglos. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lourties. Lucien Cornet. Maillard. Marcère (de). Martell. Martin (Louis). Martinet. Maselo. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Mir (Eugène). Monis (Ernest). Mounier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Noël. Nègre. Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot

(J.-J.) Philipot. Pichon (Louis). Pic-Paris.
 Pontbriand (du Breil, comte de). Pontelle.
 Ratier (Antony). Réal. Renaudat. Réveil-
 laud (Eugène). Rey (Emile). Reymoncq.
 Reynald. Ribière. Ribosière, (comte de la).
 Riotteau. Riou (Charles). Rouland.
 Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de).
 Sincet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Selves
 (de). Servant. Surreaux.
 Thounens. Touron.
 Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Viger.
 Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Aimond. Alsace (comte d'), prince
 d'Henin.
 Dehove. Dron. Dubost (Antonin).
 Ermant.
 Gouzy.
 Kéranfec'h (de). Kérouartz (de).
 Mazière. Milliès-Lacroix.
 Potié. Poulle.

Savary. Séblin.
 Vissaguet.

N'A PAS PRIS PART AU VOTE
comme s'étant excusé de ne pouvoir assister
à la séance :

M. Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Basire.
 Estournelles de Constant (d').
 Gaudin de Villaine.
 Peytral.
 Sabaterie.
 Tréveneuc (comte de).

Les nombres annoncés en séance avaient
 été de :

Nombre des votants.....	250
Majorité absolue.....	126

Pour l'adoption..... 71
 Contre..... 179

Mais, après vérification, ces nombres ont été
 rectifiés conformément à la liste de scrutin
 ci-dessus.

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du
 jeudi 13 avril 1916 (Journal officiel du
 14 avril).

MM. Bersez, Catalogne, Forsans, Hayez et
 Trystram, portés comme ayant voté « contre »
 dans le scrutin après pointage sur la taxation
 des pommes de terre, déclarent que leur in-
 tention était de voter « pour ».

Dans le scrutin sur la taxation du fromage
 MM. Bersez, Hayez et Trystram ont été portés
 comme ayant voté « contre », MM. Bersez,
 Hayez et Trystram déclarent avoir voté « pour ».